

Economie de l'élevage



Confédération
Nationale de l'Élevage
CNE

DOSSIER ANNUEL

**BOVINS
LAIT**

Année 2015
Perspectives 2016
n° 465
Février 2016
18 €

2015, de la dérégulation... ...aux désordres des marchés en 2016

PRODUCTION LAITIÈRE

Fort rebond en UE après la fin des quotas

MARCHÉ EUROPÉEN DES PRODUITS LAITIERS

La hausse de l'offre alimente surtout les stocks

MARCHÉ FRANÇAIS DES PRODUITS LAITIERS

Une stratégie d'exportations d'ingrédients secs à bas prix pour limiter les stocks

RESULTATS DES EXPLOITATIONS

Plus dure est la chute...



LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Economie de l'Institut de l'Elevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEURS :

Département Economie de l'Institut de l'Elevage : BOUYSSIERE Sébastien, CHOTTEAU Philippe, REUILLON Jean-Luc, RICHARD Mélanie, RUBIN Benoît, YOU Gérard.

Ingénieurs Réseaux d'élevage de l'Institut de l'Elevage : BELOT Pierre-Emmanuel, CAILLAUD Dominique, CHARROIN Thierry, FAGON Jocelyn, FOURDIN Simon, LAURENT Monique, PIERRE Patrice.

CNIEL : ROUYER Benoît.

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR).

Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif.

Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

« La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne serait être engagée ».



CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 3 :

ALBERT Marcel (CA 57), BATAIS François (CA 49), BAUP Jean-Claude (CA 32), BERNAT Audrey (CA 01), BLACHON Aurélie (CA 31), BONNECARRERE Laurent (CA 65), BOUCHARD Véronique (CA 69), CASSEZ Matthieu (CA 25-90), CASTELLAN Elisabeth (CA 59-62), CHAZAL Béatrice (CA 01), CHEMIN Anthony (CA 80), CONSTANTIN Fabien (CA 47), COUEFFE Daniel (CA 52), COURVOISIER Claire (CA 39), DAVEAU Bertrand (CA 53), DEJEAN Olivier (CA 24), DELARUE Estelle (CA 15), DESARMENIEN Didier (CA 53), DUBOS Virginie (CA 60), FAURE Laure-Gaëtane (CA 64), FERRE Pascal (CA 14), FOS Laurence (CA 14), GABORIAU Laurent (CA 85), GARREAU Fabien (CA 72), GARNIER Cédric (CA 27), GARNIER Jean-Philippe (CA 03), GEORGEL Rémi (CA 88), GUILBERT-FEUVRIER Annabelle (CA 80), HUCHON Jean-Claude (CA 44), JACQUEMIN Lionel (CA 05), JULIAC Sébastien (CA 02), LACOUR Clémentine (CA 63),

LAGELOUZE Christophe (CA 40), LEROUX Fabien (CA 08), LEROUX Valérie (CA 18), LOQUEZ Philippe (CA 28), LOUBAT Patricia (CA 48), MALVOISIN Yves (CA 27-76), MARSAUIT Adèle (CA 86), MAUGER Christophe (CA 17), MERLHE Mathieu (CRAB), MESOT Fanny (CA 55), MIS Jean-Bernard (CA 81), MONIER Jean-Pierre (CA 42), MONSALLIER Françoise (CA 15), MORIN Charlotte (CA 53), MOULIN Christian (CA 51), PECHUZAL Yannick (CA 15), PIOCHE Marie-Christine (CA 70), PIVETEAU Jérôme (CA 79), QUEFFELEC André (CRAB), RECOPE Christelle (CA 60), ROCHE Claude (CA 43), ROQUEFEUIL Olivier (CA 63), SABATTE Nathalie (CA 73-74), SCHATZKINE Marie (CA 45), SCHOEFFEL Jean-Claude (CA 46), SICOT Isabelle (CRAB), SIMONIN Viviane (CA 50), TENDILLE Régine (CA 43), THIOU Pascal (OCL 37), TIRARD Sophie (CRAB), VEYSSET Anne-Laure (CA 16), VIDAL Jean-Christophe (CA 12), VIGOUREUX Audrey (CA 38), VIVANT Marthe (CA 41), VUATTOUX Julia (CA 61), ZSITKO Jean-Marc (CA 54).

Conception de la maquette : Béta-Pictoris (beta.pictoris@free.fr)

Mise en page et iconographie : Leila Assmann, Corinne Maignet, Marie-Catherine Leclerc

Crédits photos : ©Véronique Bouchard_CA39 - ©Coutausse/Cniel - ©P. Dureuil/Cniel - ©S. Fraisse/Cniel - ©C. Helsly/Cniel - ©F. Joly /CNIEL - ©Marie-Catherine Leclerc/Institut de l'Élevage -

©Thomas Loire/FlickrR - ©Lucie Page - ©Lye/Fotolia - ©J.L. Reuillon/Institut de l'Élevage -

©DR Institut de l'Élevage

Directeur de la publication : Martial Marguet

Imprimé à Imprimerie de la Centrale Lens - N° ISSN 1273-8638 - N° IE 0016501010

Abonnement : 160 € TTC par an : Technipel - Email : technipel@idele.fr - Tél. : 01 40 04 51 71

Vente au numéro : 10 € le téléchargement sur <http://www.idele.fr> - <http://technipel.idele.fr>

2015 : de la dérégulation... ...aux désordres des marchés en 2016

Impatiemment attendue par les pays laitiers les plus dynamiques, l'abolition des quotas n'a pas tardé à produire ses effets et on assiste à une compétition intra-européenne effrénée. S'y étant préparés ces dernières années, les éleveurs nord-européens ont même lâché les vannes un peu tôt, dès fin 2013, pour profiter de prix du lait alors record. Ils ont dû freiner sévèrement à l'hiver 2014-2015 pour limiter les pénalités de dépassement, très dissuasives face au prix du lait déjà largement réajusté à la baisse fin 2014. Mais ils n'ont pas pour autant entamé leur potentiel de production. Les cheptels sont restés étoffés et la collecte européenne a redémarré au printemps 2015, malgré des prix du lait de plus en plus déprimés, fortement au Nord et plus modérément à l'Est et au Sud. Ces prix bas, loin de dissuader la production, poussent les récents investisseurs à diluer leurs charges fixes dans davantage de volumes, du moins là où les transformateurs n'imposent pas de restrictions de collecte.

Mais l'afflux de lait supplémentaire pèse sur un marché déjà très lourd. La consommation européenne de produits laitiers ne progresse que mollement. L'UE a eu beau gagner en compétitivité grâce à la dépréciation de l'euro, ses exportations se heurtent à une demande mondiale poussive, qui souffre de la contraction des achats chinois, de l'embargo russe et du ralentissement des économies pétrolières. Résultat : les stocks de produits de report se sont à nouveau alourdis en UE et les cours des ingrédients laitiers ont continué à dégringoler.

En l'absence de régulation, rien ne laisse entrevoir à ce jour une inversion de tendance et 2016 s'annonce encore plus difficile pour les éleveurs laitiers. Les revenus des éleveurs français ont été divisés par deux en 2015, le léger recul du prix des intrants restant très loin de compenser l'effondrement des recettes. La crise, peut-être moins aigüe qu'en 2009, s'annonce plus longue et plus profonde.

De nombreuses exploitations sont fragilisées, en France comme ailleurs en Europe et toute la question est de savoir combien de temps elles peuvent résister dans une conjoncture qui restera dégradée en 2016. Dans l'immédiat, les États et parfois les transformateurs coopératifs prennent des mesures, en ordre dispersé, pour aider les éleveurs à affronter cette dépression sur les marchés laitiers. Mais seule une réponse européenne pourrait être à la mesure de l'ampleur de la crise !

SOMMAIRE

2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2015
Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

6/ LA PRODUCTION EN EUROPE
Fort rebond de la production après la fin des quotas

16/ LES REVENUS DES EXPLOITATIONS FRANÇAISES

- Lait spécialisé de plaine
- Lait et viande bovine de plaine
- Lait et cultures de vente
- Lait des montagnes de l'Est
- Lait de montagne avec maïs
- Lait de montagne herbagère

24/ L'INDUSTRIE LAITIÈRE
Principaux événements de l'année 2015

28/ LE MARCHÉ EUROPÉEN DES PRODUITS LAITIERS
La hausse de l'offre alimente surtout les stocks de produits de report

34/ LE MARCHÉ FRANÇAIS DES PRODUITS LAITIERS
Une stratégie d'exportations d'ingrédients secs à bas prix pour limiter les stocks

40/ LES PRÉVISIONS 2015
Croissance incertaine de la production européenne en 2015

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2015

HIVER



Net ralentissement de la collecte en fin de campagne

Alors que les collectes française et européenne avaient vivement progressé tout au long de 2014, les éleveurs ont levé le pied à l'hiver 2015. D'une part le prix du lait avait reflué mais c'est surtout la perspective de pénalités de dépassement record qui a déclenché le freinage dans la plupart des États membres et dans certaines régions françaises.

Des dépassements record en Europe du Nord

Se préparant pour l'après-quota, les États laitiers les plus dynamiques ont vivement accru leur production sur la campagne 2014/2015, bien au-delà de leur quota qui n'avait pas bougé par rapport à 2013/2014.

L'Allemagne, les Pays-Bas, l'Irlande, le Danemark et la Pologne affichent ainsi des dépassements record de 4 à 8%.



PRINTEMPS

Disparition des quotas au 31 mars

Conformément à la décision annoncée lors de la réforme de la PAC en 2003, les quotas laitiers sont abolis au 31 mars 2015, après 8 ans « d'atterrissage en douceur ». Suite au démantèlement ou à l'affaiblissement de la plupart des outils de marché, le secteur laitier se retrouve largement dérégulé et les exploitations laitières exposées de plein fouet à la volatilité.



Recul du cheptel laitier en France

La capitalisation laitière initiée en 2013 a été stoppée mi-2014 et le cheptel était repassé sous son niveau d'un an plus tôt au printemps 2015. Le repli s'est accentué pendant l'été face à la sécheresse et à la dégradation du prix du lait, mais le cheptel s'est finalement stabilisé fin 2015, 40 000 têtes en deçà de son niveau 2014 (-1,1%) grâce à l'entrée en production de nombreuses génisses.

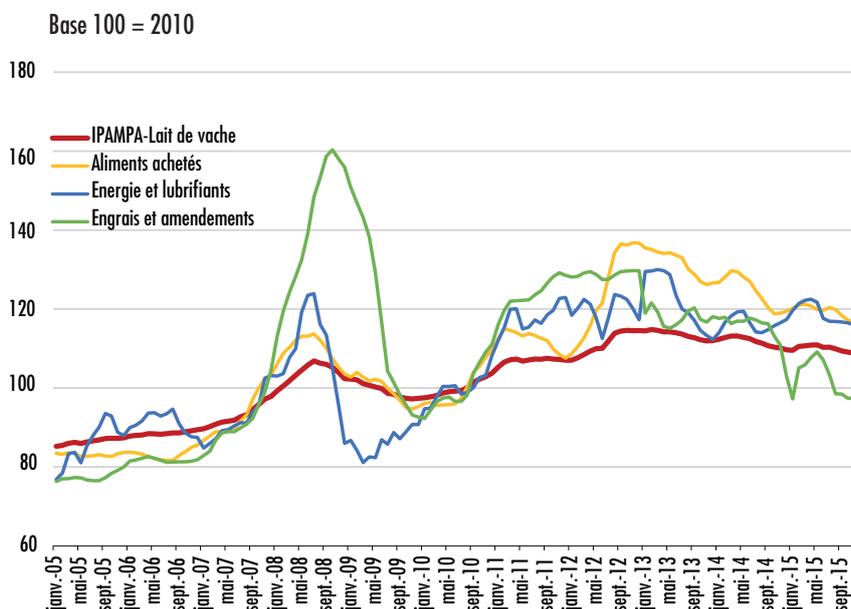
IPAMPA Lait de vache, maintenu à un niveau élevé

L'IPAMPA (Indice des prix d'achat des moyens de production agricole) a pour objectif de mesurer l'évolution des coûts d'approvisionnement des exploitations agricoles. L'IPAMPA Lait de vache mesure l'évolution du prix d'un panier de charges typique des exploitations bovines laitières.

En 2015, l'IPAMPA lait de vache a légèrement augmenté en début d'année avant de s'éroder timidement tout le reste de l'année. En moyenne annuelle, la baisse est très modeste : -2% /2014 et -3% par rapport au niveau record de 2013.

La baisse découle principalement de la chute des prix de l'énergie, l'indice énergie et lubrifiants ayant reculé de 12% /2014, et du repli des prix des aliments achetés (-4% /2014). Légèrement haussier en début d'année, l'indice aliments achetés n'a cessé de s'éroder à partir du printemps. Comme toujours, en raison du rôle tampon joué par les fabricants d'aliment, l'indice ne répercute que partiellement les mouvements de prix des matières premières.

Parallèlement d'autres postes de charges ont plutôt vu leur prix progresser à l'image des engrais et amendements (+2% /2014), des produits et services vétérinaires (+3% /2014) et de l'entretien : réparation des véhicules (+2% /2014).



1 LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2015

ÉTÉ



Activation de l'intervention

Après une longue dégringolade, le cours de la poudre maigre est finalement tombé mi-juillet sous le prix d'achat à l'intervention fixé à 1 698 €/t. Celle-ci a donc été activée et en 3 mois plus de 20 000 tonnes de poudres ont fait l'objet d'achats publics, principalement en Belgique, Lituanie, Pologne, Irlande et au Royaume-Uni. Au 31 décembre, l'ensemble des volumes offerts à l'intervention atteignait 40 000 t.

Sécheresse estivale dans l'est de la France

Le printemps doux et modérément arrosé a été favorable pour le pâturage, les semis de maïs et les premières coupes d'herbe. A partir de juin, la sécheresse s'est fait sentir en particulier dans l'est de la France, en Rhône Alpes et dans le Massif Central. Avec une production d'herbe nulle en juillet et août et des rendements de maïs inférieurs de 40 à 50 % à la normale, ces zones enregistrent un déficit fourrager de l'ordre de 1t MS/UGB, soit 2 mois de stocks hivernaux. Certains éleveurs ont pu compenser par des reports de stocks de 2014 mais beaucoup ont dû ensiler du maïs initialement destiné au maïs grain ou acheter des compléments, malgré une trésorerie déjà tendue du fait de la crise laitière.



Explosion de colère des éleveurs en France

Entre mi-juillet et début septembre, des manifestations d'éleveurs s'étendent dans toute la France. A l'issue d'une table ronde organisée par le ministre de l'Agriculture, les distributeurs acceptent de revaloriser d'août à décembre les tarifs des produits frais (beurre, crème, laits conditionnés et emmental) vendus sous marque MDD et 1^{er} prix. De leur côté, les transformateurs s'engagent à rétrocéder intégralement les hausses aux éleveurs. Le plan de soutien à l'élevage annoncé par le Gouvernement le 22 juillet et complété le 3 septembre inclut un ensemble de mesures conjoncturelles (allègement de charges, reports d'annuités d'emprunts...) et structurelles (contractualisation, promotion à l'export, investissements...)

AUTOMNE



Un automne doux favorable à la prolongation du pâturage

Le retour des pluies en septembre et les températures particulièrement douces jusqu'à Noël ont permis de prolonger l'alimentation au pâturage des vaches mais surtout des génisses. Certains éleveurs ont aussi fait une coupe supplémentaire qu'ils ont ensilée ou enrubannée. Cet automne avantageux a permis de compenser un peu les déficits fourragers des élevages touchés par la sécheresse.



Émergence d'un marché des contrats laitiers de gré à gré

Des contrats laitiers s'échangent librement entre des éleveurs livrant à la même laiterie. Des offres de vente sont mises en ligne sur le site « Le bon coin ». Les syndicats d'éleveurs dénoncent la marchandisation des contrats qui serait un obstacle à l'installation. Le rapport du CGAER sur la contractualisation invite les pouvoirs publics à encadrer de telles pratiques.

Rechute des cours mondiaux des ingrédients laitiers

Après un rebond en septembre-octobre, les cours des ingrédients laitiers ont de nouveau fléchi fin 2015. Non seulement les stocks sont importants mais alors que la collecte s'est repliée en fin d'année en Nouvelle-Zélande et s'est tassée aux États-Unis, elle est restée très dynamique dans l'Union européenne, bondissant de près de 5% /2014 au dernier trimestre.



2

LA PRODUCTION LAITIÈRE

Fort rebond en UE après la fin des quotas

Malgré un coup de frein jusqu'en mars pour limiter les pénalités de dépassement, la production laitière européenne a encore progressé en 2015. Elle a affiché un dynamisme particulièrement vif en fin d'année alors même que les prix du lait ont drastiquement chuté des sommets atteints début 2014 : ils sont retombés sous les niveaux de 2012.

Libérés de la contrainte quota, de nombreux éleveurs nord-européens qui ont investi répondent à la baisse des prix par une augmentation de leur production afin de diluer leurs charges fixes. Ce surplus de production pèse lourdement sur le marché des produits laitiers.



9,9 millions de tonnes

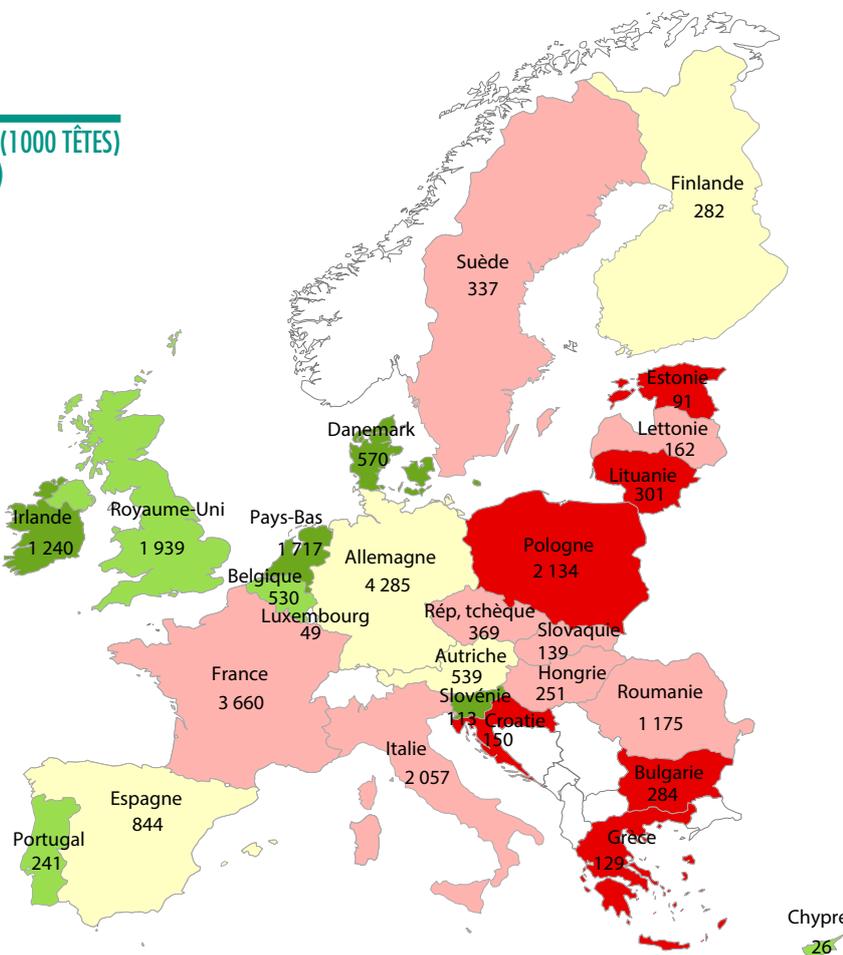
C'est le supplément de collecte dans l'UE-28 entre 2013 et 2015.

CHEPTEL EUROPÉEN 2015

EFFECTIF DE VACHES LAITIÈRES EN DÉCEMBRE 2015 (1 000 TÊTES)
ET ÉVOLUTION PAR RAPPORT À DÉCEMBRE 2014 (%)

Évolution du cheptel

- de -6% à -3%
- de -3% à -0,5%
- de -0,5% à +0,5%
- de +0,5% à +3%
- de +3% à +10%



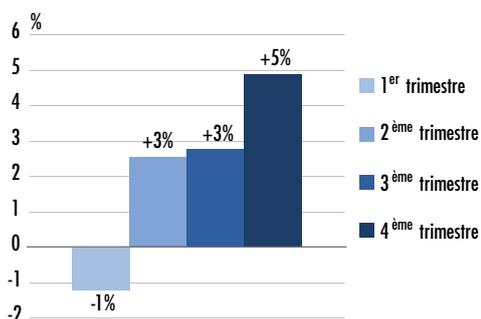
Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après Eurostat
Cartographie Cartes & Données - © Artique

2 LA PRODUCTION UNION EUROPÉENNE



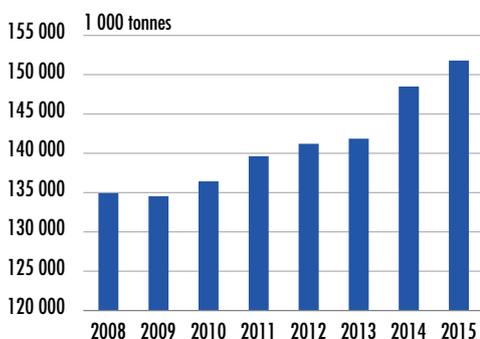
COLLECTE 2015

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE DE L'UE EN 2015/2014



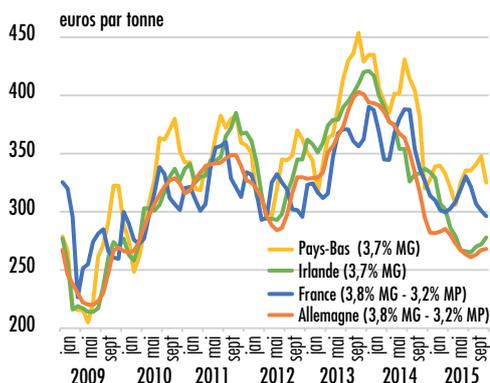
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ANNUELLE DE L'UE



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT DANS 4 ÉTATS MEMBRES



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après sources nationales

La libéralisation du marché laitier européen n'a pas tardé à produire ses effets : momentanément freinée, la collecte a vivement redémarré dès les quotas abolis. Malgré un prix du lait en nette baisse, les éleveurs – notamment d'Europe du Nord – n'ont pas renoncé à la croissance programmée durant les années précédant la fin des quotas.

Nette baisse des prix du lait

Après la flambée de fin 2013, les prix du lait européens se sont effondrés tout au long de 2014 et ont ainsi débuté 2015 à des niveaux sensiblement inférieurs aux 3 années précédentes. Hors effet saisonnier, ils ont poursuivi leur repli jusqu'à l'automne 2015 sous la pression d'une conjoncture mondiale toujours plus dégradée sur les marchés des ingrédients laitiers, avant de se stabiliser en fin d'année.

En moyenne annuelle, les prix du lait ont reculé de 14% à 25% par rapport à 2014 dans les principaux pays producteurs. L'Allemagne, l'Irlande et le Royaume-Uni (en livres) enregistrent les plus fortes baisses (-22 à -25%). La France, la Pologne et l'Espagne ont connu une baisse un peu plus modérée (-14 à -15%).

Les coûts de l'énergie et de l'alimentation achetée ont aussi baissé en 2015, mais cela a été loin de suffire partout à dégager des marges incitant à produire. Pourtant là où ils ne couvraient pas ou à peine les coûts de production, les éleveurs ayant récemment investi ont fait le choix d'accroître les volumes pour compenser la perte de chiffre d'affaires et privilégier ainsi la dilution de leurs charges fixes.

Vive progression de la collecte fin 2015

Très dynamique fin 2013 et sur toute l'année 2014, la collecte européenne a ralenti début 2015 affichant -1% /2014 au 1^{er} trimestre. Les prix du lait étaient certes retombés à des niveaux nettement moins stimulants qu'un an plus tôt, mais ce ralentissement s'est avéré être un coup de frein ponctuel visant à limiter les pénalités de dépassements pour la dernière campagne contingentée s'achevant au 31 mars 2015.

Les éleveurs ont donc réduit leurs livraisons pendant l'hiver 2014-2015 sans grever leur potentiel de production. Nombreux sont ceux, notamment en Europe du Nord, qui ont investi et se sont agrandis dans l'optique de l'après quota. Ils avaient étoffé leurs effectifs de génisses, décalé quelques peu les inséminations et leur collecte a donc pu redécoller une fois les quotas abolis. Ainsi, sans que les prix du lait ne se redressent, la collecte européenne a vivement redémarré dès avril, s'établissant 3% au-dessus de son niveau 2014 au 2^{ème} et au 3^{ème} trimestre. Grâce à une arrière-saison fourragère très favorable, le rythme de croissance s'est encore accéléré en fin d'année, à +5% /2014 au dernier trimestre.

Sur l'ensemble de l'année, la collecte de l'UE-28 a atteint 151,8 millions de tonnes soit 3,3 millions de tonnes de plus que le très bon niveau 2014 (+2,2%). La moitié de cette hausse est le fait de deux pays seulement : les Pays-Bas et l'Irlande, un autre tiers ayant été réalisé par le Royaume-Uni, la Pologne, la Belgique et le Danemark.

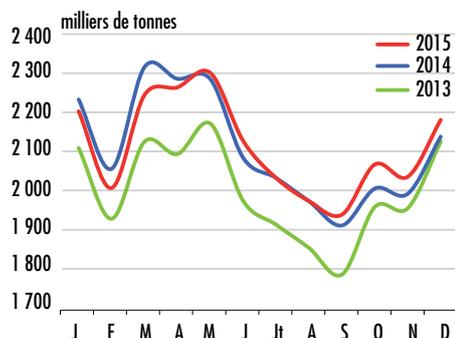
Maintien d'un cheptel étoffé

Selon l'inventaire de décembre 2015, le cheptel laitier de l'UE-28 s'est maintenu à 23,6 millions de têtes après 3 ans de progression. Si la restructuration se poursuit dans la plupart des pays de l'Est, le cheptel s'est en revanche nettement consolidé en Irlande, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et au Danemark ne laissant aucun doute sur leur volonté de croissance.

2 LA PRODUCTION FRANCE

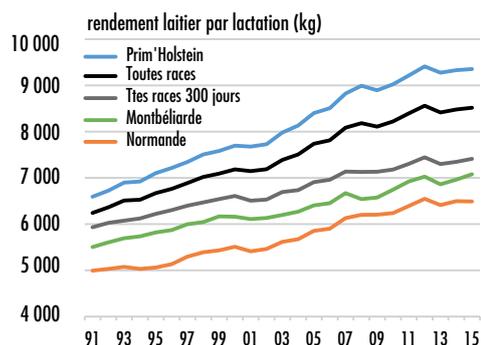


ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN FRANCE



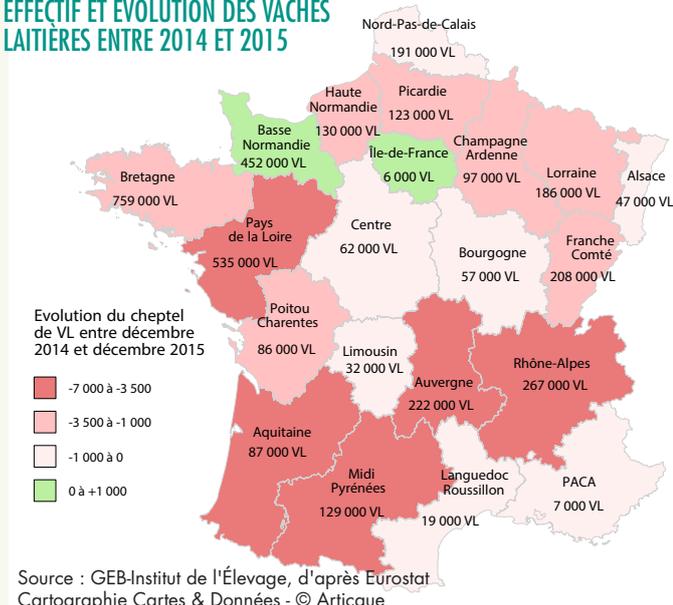
Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

ÉVOLUTION DU RENDEMENT LAITIÈRE DES VACHES CONTRÔLÉES



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après France Conseil Élevage

EFFECTIF ET ÉVOLUTION DES VACHES LAITIÈRES ENTRE 2014 ET 2015



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après Eurostat
Cartographie Cartes & Données - © Artique

Face à la baisse du prix du lait et à la gestion serrée des volumes par les transformateurs, les éleveurs français n'ont pas profité de l'abolition des quotas. La collecte est restée stable au niveau national et n'a que peu progressé dans les régions les plus dynamiques.

Collecte stationnaire malgré un petit rebond en fin d'année

À 25,4 millions de tonnes, la collecte laitière française est restée timide en 2015 par rapport à celle de ses voisins nord-européens, ne progressant que très marginalement sur l'année (+0,2% /2014). En recul de 2,3% au 1^{er} trimestre, elle a enregistré une très légère croissance d'avril à septembre (+0,5%) avant un petit rebond au 4^{ème} trimestre (+2,4% /2014), grâce notamment à une arrière-saison fourragère très favorable.

La baisse du prix du lait et une sécheresse estivale marquée dans l'Est et le Massif Central expliquent en partie le manque de dynamisme. Mais celui-ci découle également de l'encadrement serré des volumes par les transformateurs laitiers, en particulier les sociétés privées, qui, faute de dynamisme de la demande intérieure, ont incité leurs livreurs à respecter strictement leur référence contractuelle.

La croissance hésitante de la collecte laitière nationale découle d'évolutions régionales contrastées. Proche de la stabilité en Bretagne, Rhône-Alpes, Auvergne et Haute-Normandie, la collecte a été un peu plus dynamique dans certaines régions laitières : +0,6% en Basse-Normandie, +0,7% en Franche-Comté, +1,0% en Lorraine, +1,4% dans le Nord-Pas-de-Calais et +2,0% en Pays de la Loire et en Alsace. Mais elle a continué de décrocher dans le Sud-Ouest (-2,7%) et de s'éroder dans d'autres zones de polyculture-élevage (-1,2% en Poitou-Charentes, -1,0% en Champagne-Ardenne, -0,8% en Picardie).

Léger recul du cheptel et progression limitée des rendements

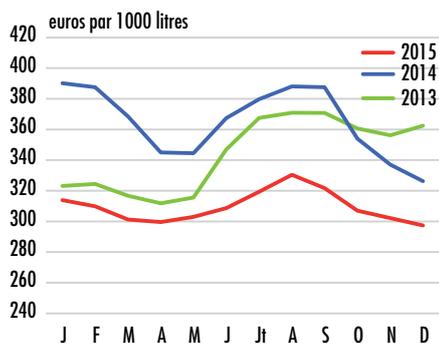
La restructuration des exploitations laitières s'est poursuivie à un rythme proche de celui de la moyenne de l'UE-15. Pour la dernière campagne contingentée, la France comptait 66 700 livreurs (-3,7% /2013-14) pour un quota moyen de 379 000 litres (+4,1%).

L'accroissement du cheptel laitier initié en 2013 a été stoppé dès la mi-2014. Début 2015, il ne comptait plus que 15 000 vaches de plus qu'un an plus tôt (+0,4%), il est repassé sous son niveau 2014 en avril et la décapitalisation s'est poursuivie jusqu'à l'automne. L'arrière-saison particulièrement favorable à la production fourragère et au pâturage et d'importantes réserves de génisses ont toutefois permis de stabiliser le cheptel en fin d'année à 40 000 têtes sous son niveau de 2014. Globalement, il recule de 1% sur l'année. Le cheptel a néanmoins été rajeuni grâce à davantage de génisses entrées en lactation (+13 200 / 2014) et de réformes (+ 66 500 têtes).

Les conditions météorologiques moins favorables qu'en 2014 au printemps et à l'été ainsi que le prix du lait et la gestion serrée des volumes, moins incitatifs à la distribution de concentrés malgré une petite baisse des rendements. Le rendement apparent moyen n'a gagné que 60 kg (+0,9% /2014) à 6 940 kg/VL, contre +258 kg en 2014.

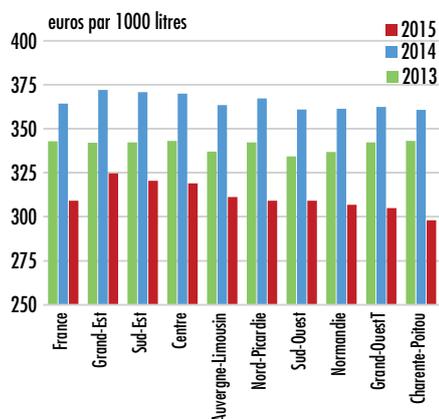
2 LA PRODUCTION FRANCE

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT STANDARD EN FRANCE (32 G DE TAUX PROTÉIQUE ET 38 G DE TAUX BUTYRIQUE)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

PRIX DU LAIT STANDARD EN FRANCE DANS LES BASSINS LAITIERS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer (EML)

Baisse du prix du lait et augmentation des écarts inter-entreprises

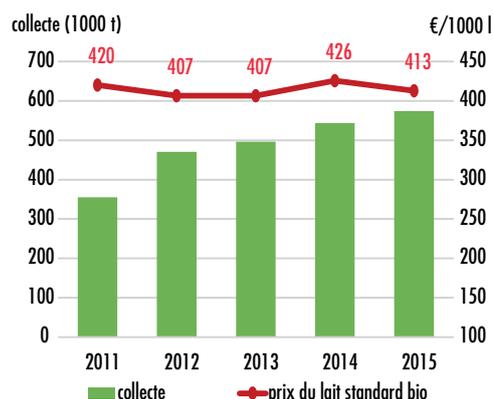
En moyenne sur l'année le prix standard (TB 38-TP 32) s'est établi à 309 € / 1 000 litres, 55 € de moins que le très bon niveau 2014 (-15%). Il retombe ainsi sous le niveau de 2012, avant la flambée. C'est la plus forte chute depuis la crise de 2009, mais cette baisse est somme toute modérée par rapport à celle constatée dans les pays du nord de l'UE.

Elle masque cependant des écarts croissants entre bassins et surtout entre laiteries, notamment en fonction de leur mix produit. Le prix du lait calculé sur une valorisation en beurre et poudre maigre sur le marché européen a chuté bien plus fortement que le prix moyen du lait : à 229 € / 1 000 litres en moyenne en 2015, il a perdu 91 € / 2014 (-28%).

Par ailleurs, certains produits laitiers d'entrée de gamme tels que le lait UHT et l'emmental ont été fortement concurrencés par des importations intra-européennes meilleur marché. Les laiteries les plus exposées au marché des ingrédients laitiers ou à ces produits peu différenciés, notamment les grandes entreprises telles que Lactalis et Sodiaal mais aussi Savencia-Bongrain, Ingredia-Prospérité Fermière ou encore Terra Lacta ont donc souvent davantage réduit leur prix que celles spécialisées sur des PGC, qui plus est les PME positionnées sur des marchés de niche.

Selon l'observatoire de l'Éleveur laitier, le prix de base moyen 2015 pour le lait standard s'échelonne de 295 à 330 € / 1 000 litres selon les laiteries dans différentes régions soit une amplitude de 35 €. L'amplitude de l'écart grimpe à 50 € pour le prix payé toutes primes et pénalités incluses pour un lait de qualité moyenne et même à 55 € pour un lait de qualité super A, alors qu'elle n'excédait pas 35 € en 2014 et 40 € en 2012 pour ce dernier. L'essentiel des laiteries ont toutefois payé le lait standard de qualité super A entre 307 et 335 € / 1000 l.

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ET PRIX DU LAIT BIOLOGIQUE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Engouement pour le lait bio

Dans une conjoncture chahutée pour le lait conventionnel, la production de lait bio attire de plus en plus d'éleveurs. Les laiteries qui cherchaient à développer leur collecte ont rencontré un écho particulièrement fort en 2015. En fin d'année, 2 166 exploitations laitières ont livré du lait certifié AB, 57 de plus qu'un an plus tôt (+3%). Globalement plus petites que les exploitations conventionnelles, elles ont livré en moyenne 263 000 litres de lait en 2015 (~40-45 vaches).

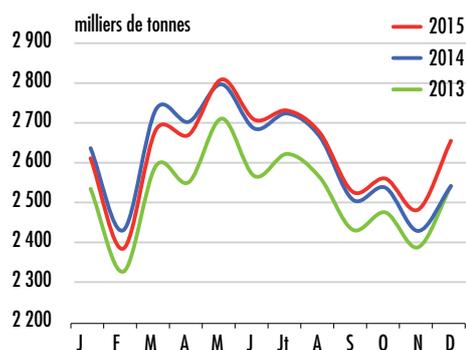
La collecte de lait bio a ainsi progressé de 6% / 2014 pour atteindre 575 000 tonnes en 2015. Depuis 2011, elle a bondi de 219 000 tonnes (+63%), cette hausse représentant 30% de celle de l'ensemble de la collecte sur la même période. La collecte de lait bio représente aujourd'hui 2,3% de la collecte totale nationale.

Il faut dire que le prix du lait bio est à la fois plus élevé et moins volatil que celui du lait conventionnel. A 414 € / 1 000 litres en moyenne en 2015, le prix du lait bio standard se situe 25% au-dessus du prix moyen standard tout lait confondu, et il n'a reculé que de 3% / 2014 (-13 €).

2 LA PRODUCTION ALLEMAGNE

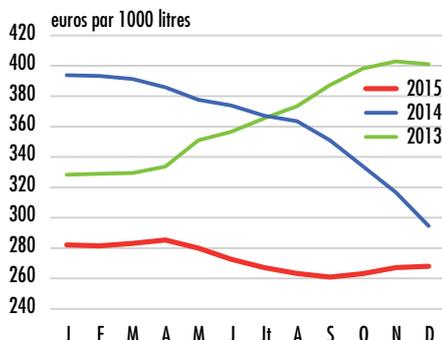


ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN ALLEMAGNE



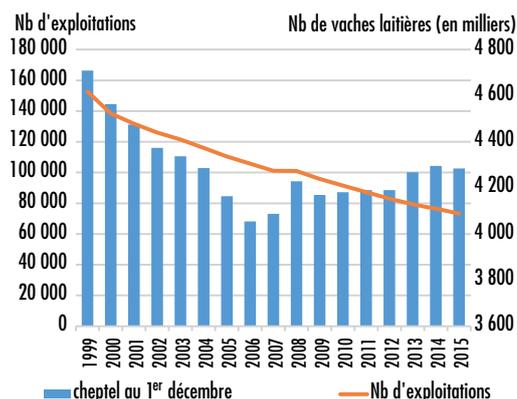
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT STANDARD EN ALLEMAGNE (RAMENÉ 32-38)



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après ZMB

ÉVOLUTION DES LIVREURS ET DU CHEPTEL EN ALLEMAGNE



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après DBV

Les éleveurs allemands ont pâti toute l'année d'un prix du lait particulièrement bas. Malgré une nette dynamique de croissance dans certaines régions du Nord et un rebond généralisé en fin d'année, la collecte n'a que faiblement progressé en 2015.

La collecte décolle en fin d'année mais n'a que faiblement progressé sur 12 mois

La collecte allemande qui avait ralenti dès fin 2014 est restée en retrait jusqu'en avril (-1,5% /2014). De nombreux éleveurs allemands en croissance, dont la production excédait le quota, ont tout fait pour limiter leurs pénalités de dépassement. D'autant que le prix du lait était déjà tombé fin 2014 à un niveau à peine supérieur au montant de la pénalité (280 €/1 000 l).

Mais contrairement à ce qui a été observé chez d'autres voisins nord-européens, la collecte par les entreprises allemandes a peine à redémarrer après l'abolition des quotas. Elle n'a augmenté que marginalement de mai à août (+0,5% /2014) et très modérément en septembre-octobre (+0,9%) avant de redécoller plus significativement toute fin 2015 (+4,4% en décembre). Sur l'année, elle s'élève à 31,5 millions de tonnes, à peine plus qu'en 2014 (+110 millions de litres ou +0,3%).

Comme en France, cette timide progression masque des évolutions régionales contrastées. La collecte a redécollé beaucoup plus vivement dans le Nord-Ouest où les éleveurs ont visiblement cherché à compenser les baisses de prix par des volumes supplémentaires. Elle y affiche une progression sensible sur l'année : +2,5% /2014 en Basse-Saxe et +1,5% au Schleswig-Holstein. Elle a aussi été plus dynamique dans les anciens Länder de l'Est qui n'ont pas freiné en début d'année et enregistrent une hausse moyenne de 2% sur l'année. Elle a en revanche peine à se maintenir dans les plus petites structures du Sud (-0,3% en Bavière et dans le Bade-Wurtemberg).

Un prix du lait maintenu toute l'année sous les 285 €/1 000 l

Le prix du lait allemand, très réactif au marché des ingrédients laitiers, avait déjà fortement chuté au 2nd semestre 2014 passant sous les 300 € en décembre. Tombé à 282 €/1 000 litres au 1^{er} trimestre, soit 28% de moins qu'un an plus tôt, le prix du lait standard (38-32) a continué à reculer jusqu'à 261 € en septembre avant de se redresser très légèrement en fin d'année (268 €, -9% /2014).

En moyenne annuelle, il accuse une chute de 90 €/2014 (-25%) tombant à 273 €/1 000 l. L'écart avec le prix moyen standard français grimpe ainsi à 46 € pour 2015 alors que les deux prix étaient quasi-identiques en 2014 et que le prix allemand avait excédé son homologue français de 20 € en 2013. 2015 illustre une fois de plus combien les variations du prix du lait français sont atténuées, à la hausse comme à la baisse, par rapport à celles du prix allemand.

Cheptel national quasi stable mais en hausse dans le Nord-Ouest

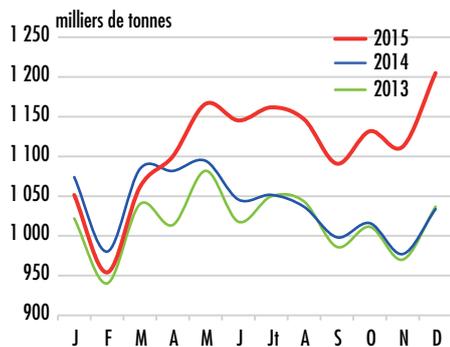
Le rythme de restructuration laitière s'est maintenu en 2015 : le nombre d'exploitations laitières allemandes a reculé de 4,2% /2014 (-3 200) tombant à 73 255. Elles détiennent en moyenne 58 vaches, soit 13 de plus qu'en 2010, la hausse étant même de +24 vaches en Basse-Saxe pour 82 vaches en moyenne en 2015.

Parallèlement, le cheptel national a très légèrement reculé (-0,3% /2014) à 4,285 millions de têtes fin 2015 après deux années de hausse. Il reste toutefois supérieur de 115 000 têtes à son niveau de 2009. Il continue de se déplacer vers le Nord-Ouest : le nombre de vaches dans les 3 Länder de Rhénanie du Nord-Westphalie, Basse-Saxe et Schleswig-Holstein s'est accru de 24 000 têtes (+1,5% /2014) dont 20 000 pour la seule Basse-Saxe (+2,4%).

2 LA PRODUCTION PAYS-BAS & DANEMARK

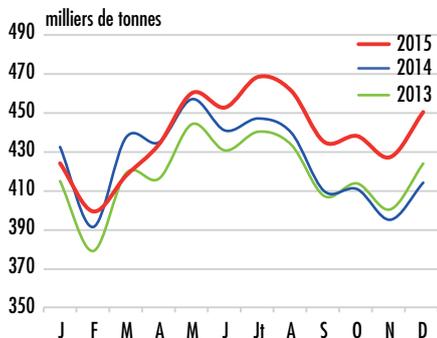


ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE AUX PAYS-BAS



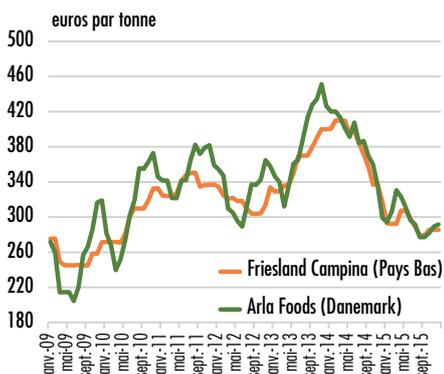
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE AU DANEMARK



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT PAYÉ AUX PAYS-BAS ET AU DANEMARK*



* lait standard 4,2% MG et 3,7% MP, de bonne qualité sanitaire, départ ferme

Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après ITO

Inscrits dans une nette dynamique de croissance laitière, les Pays-Bas et le Danemark ont profité à plein de la fin des quotas pour accroître leur production. Les prix du lait en net recul n'ont en rien freiné l'appétit de croissance des éleveurs, incités à diluer leurs charges de structure.

Des prix plutôt bas toute l'année mais aucune restriction sur les volumes

Face à la conjoncture dégradée sur les marchés laitiers, les prix du lait payés par les deux géants européens, FrieslandCampina (Pays-Bas) et Arla Foods (Danemark), ont été nettement réajustés à la baisse fin 2014 et ont débuté 2015 sous les 300 €/t (-27% à -30%/2014). Après une hausse au 1^{er} semestre, plus marquée chez Arla, ils se sont effrités jusqu'à l'été, tombant sous les 280 €/t avant de se redresser légèrement en fin d'année.

En moyenne annuelle, les prix payés aux éleveurs ont chuté de 22%/2014, tombant à respectivement 298 €/t et 291 €/t pour du lait standard (4,2% MG et 3,4% MP) de bonne qualité sanitaire (source LTO). Ces prix 2015 n'incluent toutefois pas tous les suppléments de prix découlant des résultats 2015 et la baisse réelle sera donc moindre, d'autant que les résultats de FrieslandCampina semblent meilleurs que prévus. Par ailleurs, les éleveurs coopérateurs ont touché en 2015 les fruits des très bons résultats 2014.

Si les deux principales coopératives européennes n'ont pas été épargnées par la baisse des cours des ingrédients laitiers et l'ont retransmise sur le prix payé aux éleveurs, elles ont collecté sans distinction tous les volumes supplémentaires de leurs membres.

Vive progression de la collecte

Aux **Pays-Bas**, la collecte, qui n'avait que peu progressé en 2014, a été en retrait au premier semestre 2015. Mais la campagne s'est tout de même achevée sur un dépassement de 556 500 tonnes (+4,6%). Par la suite, elle a littéralement décollé à partir de mai 2015. Elle a bondi de 12%/2014 au 2nd semestre et jusqu'à 17% en décembre, poussant FrieslandCampina à introduire une incitation ponctuelle à la modération début 2016, par manque de capacité de transformation. Sur l'année, elle a progressé de près de 853 000 tonnes (la plus forte hausse de l'UE en valeur absolue) pour atteindre 13,33 millions de tonnes de lait (+7%).

La hausse de collecte est un peu moins impressionnante au **Danemark**, où elle atteint tout de même +5%/2014 au 3^{ème} trimestre, +8% au 4^{ème} trimestre et +3% sur l'ensemble de l'année, à 5,27 millions de tonnes. Les éleveurs danois ont produit davantage pour tenter de maintenir leur chiffre d'affaires et de diluer de lourdes charges fixes liées à un fort endettement et aux investissements réalisés en prévision de la fin des quotas. De fait, le coût de production du lait aurait baissé en 2015 mais sans que cela suffise à équilibrer les comptes (le revenu serait légèrement négatif en 2015).

Une dynamique de croissance non démentie

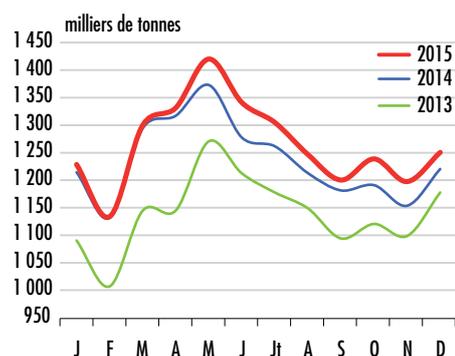
La volonté de produire toujours plus des éleveurs néerlandais ne fait aucun doute. La collecte des **Pays-Bas** a bondi de 15% depuis 2010. Malgré les problèmes environnementaux et les réactions sociétales auxquelles la filière est confrontée, le cheptel laitier s'est accru de 200 000 têtes/2010 dont 107 000 têtes sur la seule année 2015. A 1,72 million de têtes fin 2015, leur cheptel a retrouvé son niveau du milieu des années 1990.

Au **Danemark** aussi, le cheptel a progressé en 2015 (+23 000 têtes) mais à 570 000 têtes, il rejoint juste son niveau de 2010. Les éleveurs danois ont en revanche joué à plein sur les rendements face au reflux des prix des grains. Le rendement moyen apparent s'est accru de 349 kg en 2015 pour grimper à 9 527 kg/VL. Il a ainsi gagné plus d'1 tonne par vache en 3 ans, permettant à la collecte danoise de progresser de 9% depuis 2010.

2 LA PRODUCTION ROYAUME-UNI

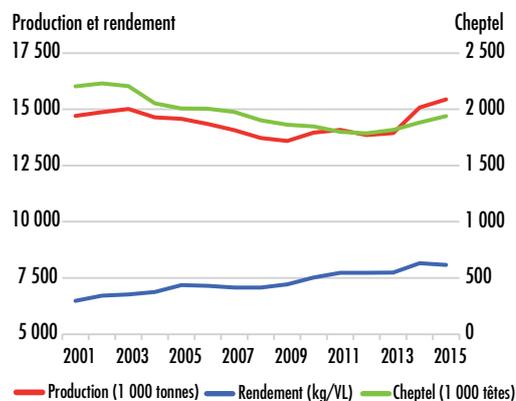


ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE AU ROYAUME-UNI



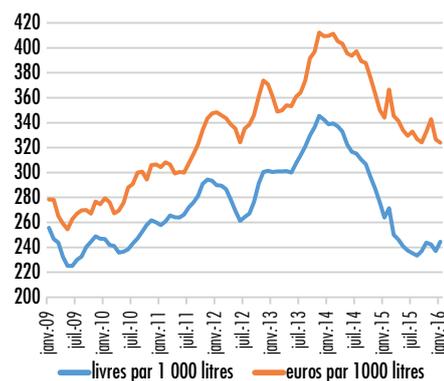
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

PRODUCTION, RENDEMENT ET CHEPTEL LAITIERS AU ROYAUME-UNI



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après DairyCo

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT PAYÉ AU ROYAUME-UNI



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après DairyCo

La production laitière britannique a poursuivi son redressement, malgré la crise de surproduction mondiale et l'appréciation de la livre qui sont diversement ressentis par les éleveurs britanniques.

Reprise confirmée de la collecte laitière

Amorcée en 2013, la reprise de la production laitière s'est prolongée à un rythme plus modéré en 2015. La collecte annuelle a progressé de 2,5%/2014, à 15,2 millions de tonnes, après avoir bondi en 2014 de 8%/2013. La croissance a marqué le pas au 1^{er} trimestre 2015 (+0,6%/2014) puis a retrouvé un rythme plus élevé à partir de mai, compris entre 2 et 4%/2014 selon les mois.

La relance de la production laitière provient notamment d'un changement d'ambiance dans la filière provoqué par les investissements conséquents de deux transformateurs étrangers, Arla Foods et Müller, mais aussi d'une amélioration de compétitivité des fabrications britanniques imputable à la dépréciation de la livre après la crise financière de 2008.

Cheptel étoffé

Cette nouvelle ambiance laitière a relancé les investissements dans les exploitations et ralenti les cessations laitières. Après avoir longtemps décliné, le cheptel national de vaches laitières s'est étoffé depuis 2012. D'après l'inventaire de décembre 2015, il a regagné 56 000 vaches en un an (+3%) et +153 000 (+8,5%) depuis 2012. En 2015, les éleveurs ont à la fois étoffé et rajeuni leur troupeau grâce à des effectifs abondants de génisses et des réformes nombreuses de vaches âgées. Les effectifs des femelles âgées de plus de 8 ans ne représentent plus que 10% du cheptel national contre 17% en 2012.

La productivité du troupeau laitier a marqué le pas à 8 100 kg/VL en 2015, après avoir bondi en 2014. Durant l'été 2014, les conditions climatiques avaient été très favorables à la pousse de l'herbe. De plus le prix du lait très élevé sur les 9 premiers mois de 2014 avait incité de nombreux éleveurs à accroître la distribution d'aliments concentrés.

Baisse contrastée du prix du lait

En 2015, le prix du lait payé aux livreurs n'a cessé de se déprécier tout au long de l'année : de 14% entre janvier et décembre. À 245 £/1 000 l (337 €), le prix du lait standard (moyenne nationale annuelle) a chuté de 22%/2014. Les éleveurs britanniques n'ont pas tous subi la même dépréciation des prix. Les écarts se sont creusés entre les laiteries avec des prix s'échelonnant de 186 £ à 329 £/1 000 l.

Certains éleveurs, qui bénéficient de contrats tripartites pour approvisionner la GMS en laits commercialisés sous marque MDD, n'ont subi jusque fin 2015 que des baisses limitées du prix du lait.

À l'inverse, la plupart des éleveurs, qui livrent du lait transformé en cheddar ou en ingrédients laitiers, ont subi des baisses plus prononcées. En conséquence le prix du lait payé aux éleveurs anglais a moins baissé (-22%/2014 à 251 \$/1 000 l) qu'en Irlande du Nord (-30%/2014 à 207 \$) où le mix produit est dominé par les fromages et les ingrédients laitiers.

La situation semble se dégrader davantage début 2016, les distributeurs profitant des disponibilités élevées pour relancer la concurrence entre fournisseurs. Par ailleurs, le prix du lait standard pourrait être encore davantage sous pression si la livre continue de s'apprécier face à l'euro.

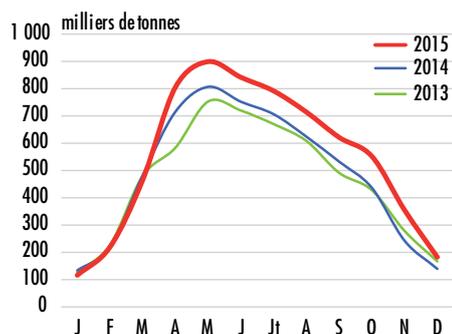
Restructuration laitière ralentie

Le nombre d'exploitations laitières a faiblement reculé, de 2,7%/2014, à 13 440 exploitations laitières en juin 2015. Le rythme des cessations laitières est toujours le plus rapide en Angleterre (-4%) où 8 000 exploitations laitières, avec 60% du cheptel, réalisent 62% de la production du pays. Il est à l'inverse le plus lent en Irlande du Nord (15% de la production) où les exploitations sont de plus petite taille.

2 LA PRODUCTION IRLANDE

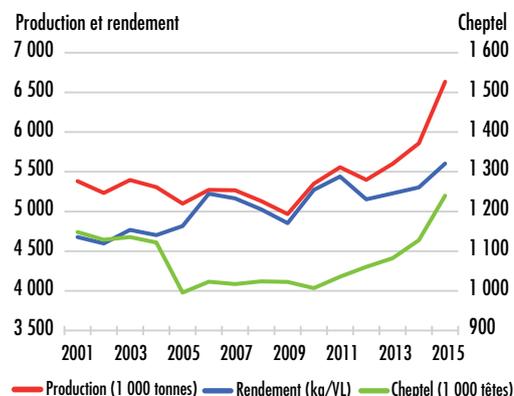


ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN IRLANDE



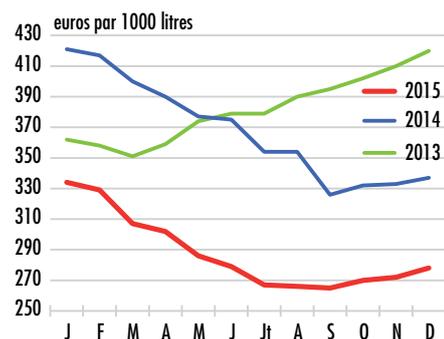
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

PRODUCTION, RENDEMENT ET CHEPTEL LAITIERS EN IRLANDE



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT PAYÉ EN IRLANDE



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après CE-DG AGRI

L'Irlande confirme son intention de produire toujours plus de lait, grâce à un cheptel laitier en forte hausse et à de bonnes conditions climatiques en 2015.

Envol de la collecte irlandaise

L'année 2015 avait pourtant démarré timidement, avec un fléchissement de la collecte irlandaise de 4% d'un hiver à l'autre. La plupart des éleveurs ont contenu leurs livraisons de lait au 1^{er} trimestre 2015, pour limiter les pénalités à l'issue de la dernière campagne réglementée. Malgré cela, cette dernière campagne laitière sous quota s'est soldée par un fort dépassement (+210 700 tonnes), équivalent à 4,4% de la référence nationale. Elle a entraîné le paiement d'une pénalité nationale record (71,2 millions d'euros).

Ensuite, la collecte irlandaise a repris de plus belle : +12% /2014 au printemps et +14% en été, grâce à une bonne année climatique propice à la pousse de l'herbe et au pâturage : printemps clément, été chaud et précipitations plutôt bien réparties...

Expansion rapide du troupeau laitier

À l'automne, les éleveurs ont prolongé de quelques semaines les lactations des vaches non gestantes et retardé d'autant leurs réformes avant la période d'hivernage. De plus, les éleveurs ont aussi réduit la durée de tarissement des gestantes. La collecte automnale s'est ainsi envolée (+33%/2014), d'autant plus qu'un an auparavant, ils avaient adopté une conduite inverse pour contenir leurs livraisons et ainsi limiter les dépassements.

Les éleveurs irlandais ont ainsi très nettement étoffé leur troupeau. Estimé à 1,24 million de vaches laitières en décembre 2015, le cheptel national a progressé de 10% en un an et de 23% en 5 ans. Depuis 2010, ils ont progressivement réduit le croisement lait x viande, élevé tous les veaux femelles et réduit les réformes laitières au strict nécessaire.

Les éleveurs ont de plus accru la distribution d'aliments concentrés. Le rendement laitier du cheptel irlandais a bondi de 400 kg en moyenne par vache, à 5 700 kg de lait en 2015, d'après nos estimations.

Un prix du lait très dégradé, mais qui reste incitatif

Après avoir chuté de 87 €/1 000 l (-20%) durant l'année 2014, le prix moyen du lait standard a encore cédé 68 € de janvier à septembre 2015, puis a regagné 13 € au 4^{ème} trimestre. De 366 €/1 000 l en 2014, le prix moyen annuel du lait standard est tombé à 282 € en 2015. En deux ans, le prix du lait a subi une dépréciation de même ampleur que le prix allemand, malgré une plus forte exposition aux marchés mondiaux : l'Irlande exporte 88% de sa collecte nationale.

À 303 €/1 000 l en décembre 2015, le prix moyen payé (toutes compositions) permet à la plupart des éleveurs irlandais de dégager des revenus et de poursuivre leur expansion. Car le coût de production reste un des plus faibles d'Europe, même s'il a progressé depuis 2010.

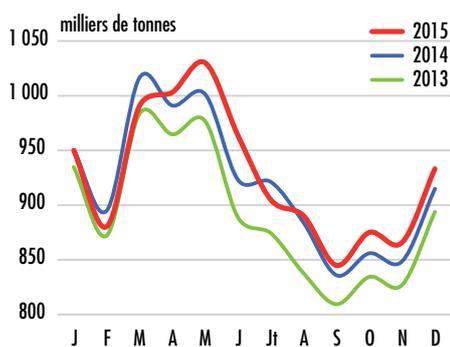
Cessation laitière ralentie et intensification

Le nombre d'exploitations laitières qui livrent du lait a faiblement baissé, de 3,3% entre les campagnes 2013/14 et 2014/15, à 18 430 livraisons. Il avait (phénomène unique en Europe) progressé entre les campagnes 2012/13 et 2013/14. Les éleveurs ont livré en moyenne 316 240 litres sur la campagne 2014/15, avec un troupeau moyen de 61 vaches laitières. La taille des troupeaux a rapidement progressé de 2013 à 2015, de près de 10 vaches laitières en deux ans. Les exploitations ont intensifié et spécialisé leur système (par réduction voire arrêt de l'atelier viande), faute de pouvoir s'agrandir, le foncier disponible étant rare et cher.

2 LA PRODUCTION ITALIE & ESPAGNE

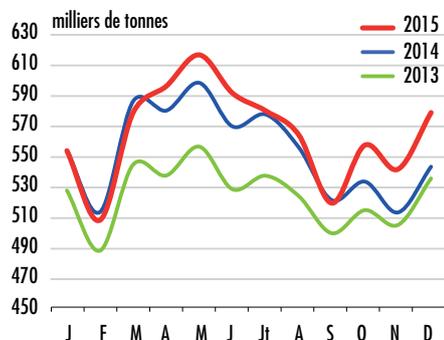


ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN ITALIE



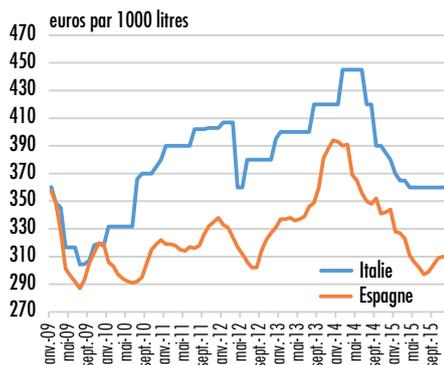
Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après SIAN

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN ESPAGNE



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après FEAGA

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT PAYÉ EN ITALIE ET EN ESPAGNE



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après CLAL et FEAGA

Les collectes italienne et espagnole ont encore progressé en 2015 mais plus modestement qu'en Europe du Nord. Moins directement connectés au marché mondial, ces deux pays déficitaires subissent toutefois la pression des importations intra-européennes.

Baisse du prix du lait, moins marquée que dans le nord de l'UE

En **Italie**, la transformation étant centrée sur la production de fromages de garde, le prix du lait est plus élevé qu'ailleurs en Europe et moins directement connecté au marché des produits industriels. Il a tout de même connu la flambée de 2013-2014 avant d'être fortement réajusté à la baisse fin 2014. De 370 €/1 000 l début 2015, le prix du lait en Lombardie n'a que légèrement reflué avant de stagner à 360 €/1 000 l au 2nd semestre. En moyenne annuelle, il accuse une baisse de 14% /2014.

En **Espagne**, le prix du lait qui avait déjà perdu 17% /2014 début 2015 a continué de se dégrader jusqu'à l'été où il tombé sous les 300 €/1 000 l. Il a ensuite légèrement progressé pour finir l'année à 310 €/1 000 l. A 311 € en moyenne annuelle, il a lui aussi reculé de 14% /2014. Cette baisse relativement modérée masque des écarts importants entre régions : en Galice, qui produit 40% du lait national, compte de nombreuses petites exploitations et une industrie laitière fragile, le prix moyen 2015 n'a pas dépassé 289 € enregistrant une chute de 18% /2014 contre -12% pour l'ensemble des autres régions.

Légère hausse de la collecte

Malgré un freinage début 2015, **l'Italie** a terminé la campagne 2014 /2015 avec une collecte dépassant de 197 000 t (1,8%) le quota disponible alors qu'elle était en sous-réalisation sur les 5 campagnes précédentes. Sur l'année 2015, la collecte italienne a progressé d'un peu moins de 1% /2014 atteignant 11,1 millions de tonnes, l'essentiel de la hausse ayant été réalisé aux 2^{ème} et 4^{ème} trimestre.

Malgré une collecte en hausse, **l'Espagne** est restée sous-réalisatrice en 2014 /2015. Après une vive croissance en 2014 (+6% /2013), la collecte a progressé plus modestement en 2015 (+2% /2014) pour atteindre 6,8 millions de tonnes. Contrairement aux années précédentes, c'est dans l'Espagne sèche, qui a pu bénéficier de la baisse des cours des grains et bénéficier de la proximité des bassins de consommation, que la hausse a été la plus vive. La collecte de la Corniche Cantabrique (ou Espagne humide) n'a que marginalement progressé, pénalisée par une industrie mal préparée à l'après quota et une plus forte dégradation du prix du lait.

Maintien d'une restructuration modérée et léger repli du cheptel

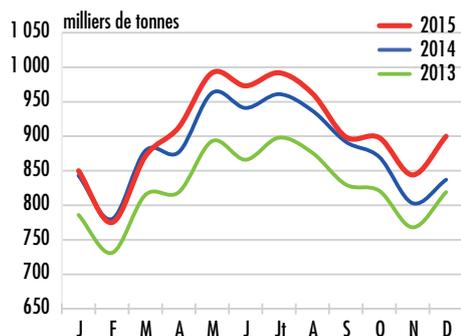
En **Espagne**, le rythme de restructuration s'est maintenu, le nombre d'exploitations livrant du lait ayant reculé de 4% en 2015. A l'issue de la dernière campagne de quota, chaque livreur disposait en moyenne de 357 700 litres (+4% /2014). Par ailleurs, le cheptel laitier s'est maintenu à 844 000 têtes, le même niveau que fin 2014 et 2013.

En **Italie** également, la restructuration s'est maintenue à un rythme modéré entre 2013/14 et 2014/15 : le nombre de livreurs a diminué de 3%, à 30 380 et le quota moyen s'est accru de 4% à 346 400 litres. Le cheptel laitier, bufflonnes incluses, a reculé de 13 000 têtes (-1% /2014) à 2,06 millions de vaches.

2 LA PRODUCTION POLOGNE

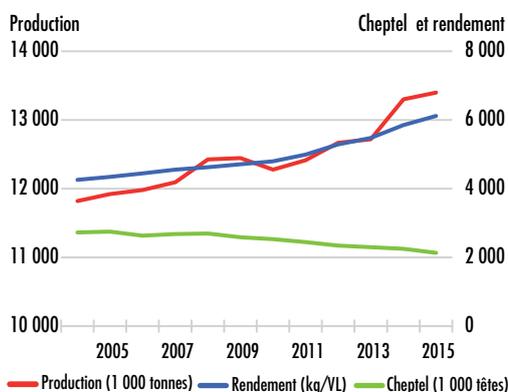


ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN POLOGNE



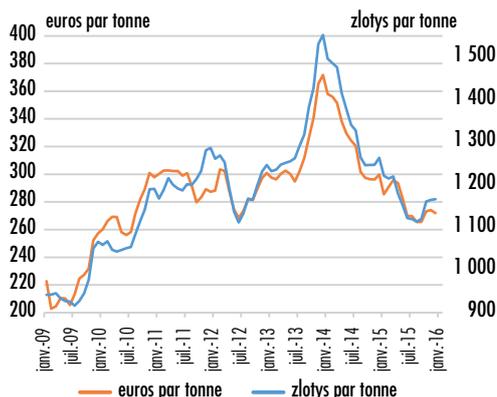
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DES BILANS DE CAMPAGNE LAITIÈRE EN POLOGNE



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après CE-DG AGRI

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT PAYÉ EN POLOGNE



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après CE-DG AGRI

Une violente sécheresse estivale a entravé la croissance de la production laitière qui devrait reprendre et s'exprimer de plus belle en 2016.

Croissance mouvementée

En 2015, la Pologne laitière a confirmé son important potentiel de croissance de sa production laitière. Dès la mi 2013, la collecte avait amorcé une croissance forte et régulière. En 2014, elle a bondi de 6,6% d'une année sur l'autre. Début 2015, elle avait momentanément plafonné : les éleveurs avaient levé le pied pour tenter d'ajuster leurs livraisons à leur quota. Malgré cela, la Pologne a terminé la campagne 2014/15 par un dépassement conséquent : +580 000 tonnes, équivalent à 5,8% du quota national, soit 162 millions d'euros de pénalités à l'échelle du pays.

Dès le printemps 2015, la collecte nationale a repris de plus belle (+3,5%/2015) avant de subir un nouveau fléchissement. Une sécheresse estivale exceptionnelle, parmi les plus fortes jamais connues dans le pays, a stoppé la pousse de l'herbe et réduit la production fourragère. Certains éleveurs ont réformé prématurément des vaches laitières. Ralentie durant l'été, la croissance de la collecte laitière a repris de plus belle au 4^{ème} trimestre (+5% /2014). Elle sera probablement contenue au 1^{er} trimestre 2016 par des stocks fourragers anormalement bas. Les éleveurs peuvent cependant compter sur des concentrés moins chers, d'autant qu'ils ont subi une baisse relativement modérée du prix du lait.

Un cheptel réduit mais plus productif

Face à la sécheresse, les éleveurs ont davantage réformé d'autant qu'ils disposaient d'effectifs étoffés de génisses. De plus, les cessations laitières ont été plus nombreuses. La dégradation de la conjoncture laitière a découragé de petits éleveurs, notamment en Petite Pologne, qui ont subi des chutes de prix plus prononcées que les élevages moyens à grands modernisés. Leur lait, le plus souvent de médiocre qualité sanitaire, est très mal valorisé par les laiteries qui le transforment essentiellement en beurre/poudre.

En conséquence, le cheptel national a fortement reculé, de 5% /2014 à 2,13 millions de vaches laitières d'après l'inventaire de décembre 2015. Sa productivité a dans le même temps fortement progressé : de +5% /2014, à 6 100 kg/VL en 2015. Elle demeure toutefois encore très en-deçà de celle des autres cheptels nord-européens. Mais, année après année, elle s'en rapproche : en dix ans le rendement moyen du troupeau polonais a bondi de 2 000 kg/VL/an.

Baisse plutôt modérée du prix du lait

En 2015, le prix du lait (moyenne annuelle) s'est certes déprécié, de 14% d'une année sur l'autre, à 1 163 zlotys/tonne (278 €), mais relativement moins qu'en Europe du Nord. Le prix moyen est désormais quasi aligné sur le prix allemand, et reste ainsi bien supérieur au niveau versé aux éleveurs lors de l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne. Les éleveurs récoltent ainsi les fruits d'une amélioration de la qualité sanitaire de leur lait, d'une transformation devenue performante, mais aussi d'une demande intérieure dynamique. De plus, ils peuvent compter sur des aides directes plus élevées grâce à la réforme de la PAC.

Important potentiel de croissance

En 2016, malgré une conjoncture laitière dégradée, la production laitière devrait continuer de croître à un rythme qui dépendra des conditions climatiques, de l'ampleur des cessations des petits élevages et de la croissance des moyens et grands élevages. D'autant plus que le coût de production, hors rémunération calculée de la main d'oeuvre familiale, reste nettement plus bas que dans l'UE-15.

La collecte a évolué de façon contrastée dans les autres pays de l'Est : croissance en République Tchèque et en Slovaquie ; recul léger en Bulgarie (-1%) mais fort en Roumanie (-8%) ; stagnation dans les Pays Baltes.

3

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

Plus dure est la chute ...

La conjoncture 2015 a eu de très lourdes conséquences sur les revenus des éleveurs laitiers. Dans la plupart des systèmes, nous estimons que les revenus ont été divisés par deux par rapport à 2014. Cette chute est grande partie expliquée par l'évolution du prix du lait. Dans l'Est et le Sud, la sécheresse a amplifié les difficultés. Hormis dans les zones défavorisées, la baisse des aides PAC contribue aussi à cette situation. Les baisses de charges (prix des concentrés et de l'énergie...) n'ont eu qu'un impact très limité sur les résultats 2015.

Ces mauvais résultats fragilisent une large proportion des exploitations laitières. Les exploitations en croissance (nouveaux investissements...) sont les plus affectées. La conjoncture 2016 s'annonce mauvaise. La crise est intense - probablement pire qu'en 2009- et on n'en distingue pas la fin. Dans un grand nombre d'exploitations, les résultats de la période 2010-2014 ont été insuffisants pour constituer une épargne de précaution permettant d'y faire face. La crise en cours révèle aussi des difficultés structurelles des exploitations laitières françaises de plaine (hausse des charges courantes, perte d'efficacité économique, calibrage des investissements, financement...).



ESTIMATIONS DES REVENUS 2015

Le quart des exploitations avec des revenus négatifs

A l'exception des montagnes de l'Est, les résultats courants avant impôts et cotisations sociales (RCAI) sont en moyenne inférieurs à 18 000 €/UMO. Cette moyenne masque des écarts de résultats très importants entre exploitations.

En plaine, le quart des exploitations dégage un RCAI/UMO inférieur à 5 000 €, ce qui ne couvre pas les cotisations sociales de l'exploitant. Leur résultat courant est donc négatif en 2015. Seul un quart obtient un RCAI supérieur à 30 000 €/UMO.

En zone de montagne (hors Montagne de l'Est), le RCAI moyen ne dépasse pas 16 000 €/UMO avec des écarts

moins importants que dans les zones de plaine. La plus faible dimension moyenne (volume de lait / UMO) explique ces plus faibles écarts.

Les exploitations des montagnes de l'Est, grâce à une excellente valorisation en AOP et IGP, déconnectée des évolutions du prix du lait standard, voient leur revenu moyen progresser à 46 300 €/UMO.

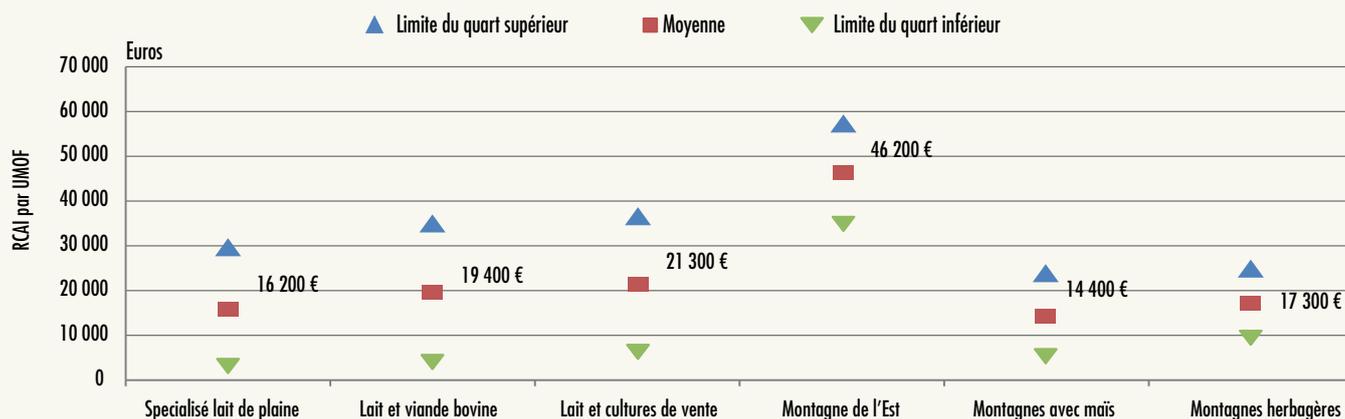
FERMES DU RÉSEAU D'ÉLEVAGE

La base nationale des Réseaux d'élevage compte 450 exploitations laitières en 2015 dont 300 constituent le socle national. Celui-ci couvre la diversité des systèmes bovins lait français.



RÉSULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES 2015

Estimation des Résultats Courants Avant Impôts et cotisations sociales (RCAI) des principaux systèmes Bovins Lait et variabilité intra système en 2015.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

DES DIFFICULTÉS CONJONCTURELLES ET STRUCTURELLES

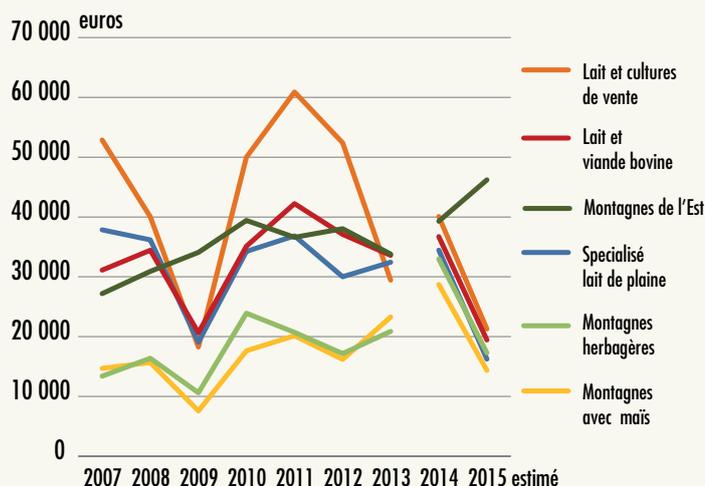
Hormis les exploitations associant le lait et les cultures de vente qui avaient bénéficié de la flambée du prix des grains de 2010 à 2012, les évolutions de revenus sont convergentes depuis 2007. Ainsi, malgré des prix du lait nettement plus élevés en 2014 (comparativement aux années précédentes), les revenus en zone de plaine n'ont alors pas véritablement augmenté. En outre, les estimations de revenus de 2015 sont inférieures aux revenus 2009, alors que le prix du lait était supérieur de 35 €/1 000 litres en 2015/2009.

La volatilité du prix du lait n'explique donc pas à elle seule les évolutions de revenu. La hausse des prix des moyens de production explique pour partie la hausse des coûts de production, l'IPAMPA Lait de vache ayant augmenté de 11% entre 2009 et 2015. Mais des hausses de volume de charges ramenés au volume produit sont également constatées. La hausse des coûts de production est donc aussi liée à des ruptures dans la conduite des exploitations laitières.

Des exploitations plus grandes, souvent moins efficaces et plus fragiles

Ces hausses de charges et les moindres revenus engrangés les années précédant la crise actuelle expliquent la plus grande fragilité des exploitations aujourd'hui comparativement à 2009. Les causes sont multiples. Pour certaines exploitations, l'agrandissement a dégradé l'équilibre économique et a fragilisé le système. Pour d'autres, le maintien d'une bonne efficacité économique et la maîtrise des investissements ont permis d'améliorer sensiblement les revenus en 2013 et 2014 et d'être plus résistantes en période de crise.

EVOLUTION DES RCAI/UMOF DES PRINCIPAUX SYSTÈMES D'ÉLEVAGE BOVIN LAIT



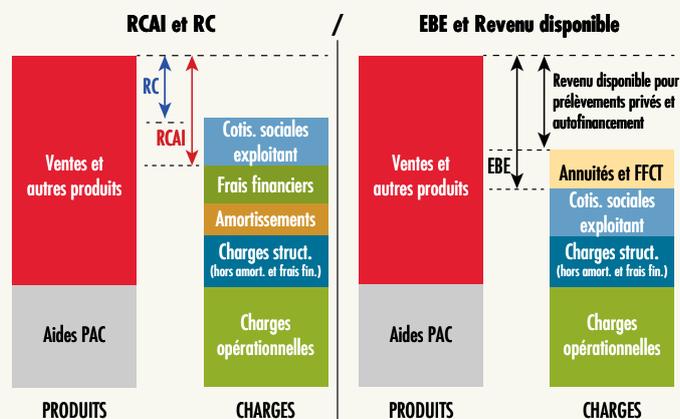
La discontinuité entre 2013 et 2014 illustre le changement d'échantillon.
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

BASE DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2015 ET METHODOLOGIE

Les estimations des revenus 2015 sont établies à partir d'un panel de 311 exploitations laitières bovines des Réseaux d'élevage. Elles sont réalisées à structure constante à partir des résultats observés en 2014 (cheptel, surface, main-d'œuvre, endettement...). L'estimation concerne les résultats courants avant impôts et cotisations sociales (RCAI). Ce résultat est toujours supérieur au revenu disponible calculé selon l'approche « trésorerie » (cf. graphique ci contre).

Attention : en raison d'un changement du socle d'exploitations suivies, la série devient discontinue. Les résultats de l'année 2014, bases des estimations pour 2015, proviennent d'un panel d'exploitations sensiblement différentes de celui utilisé en 2013.

INDICATEURS DE RÉSULTATS



RCAI : résultat courant avant impôt et cotisations sociales - RC : résultat courant
EBE : excédent brut d'exploitation - FFCT : frais financiers court terme

EVOLUTION DE L'ÉCHANTILLON DE BASE POUR L'ESTIMATION

Entre parenthèses, évolutions 2014/2013	Spécialisé plaine	Lait et viande	Lait et cultures	Montagne de l'Est	Montagne maïs	Montagne herbagère
Nombre d'exploitations	100	64	46	27	38	36
% de nouvelles exploitations	36%	33%	44%	60%	60%	55%
UMO totale	2,3 (+0,1)	2,5 (+0,3)	3 (+0,3)	2,2 (+0,3)	2,1 (+0,1)	2,1 (+0,1)
SAU (ha)	104 (+8)	150 (+6)	193 (+5)	102 (=)	86 (+4)	79 (+2)
Lait vendu 1 000 l	594 (+66)	556 (+61)	697 (+66)	378 (+75)	483 (+29)	322 (+53)
Nombre de VL	78 (+4)	77 (+8)	84 (+12)	61 (+8)	63 (+2)	54 (+9)

Source : INOSYS Réseaux d'élevage, traitement GEB-Institut de l'Élevage

LEXIQUE

- charges opérationnelles : ensemble des charges liées à la production de l'année (par opposition aux charges de structure).
- charges de structure : ensemble des charges de structure courantes.
- UMO exploitant : unité de main-d'œuvre exploitant, correspond au travail fourni par une personne occupée à temps complet sur l'exploitation pendant un an.

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT SPÉCIALISÉ DE PLAINE

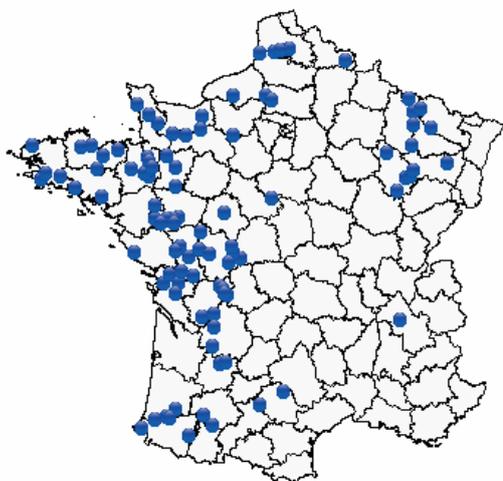
Un revenu divisé par deux



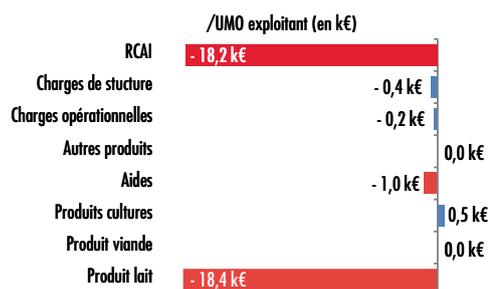
DONNÉES REPÈRES

- 2,3 UMO totales dont 1,9 UMO exploitant
- 105 ha de SAU dont 78 ha de SFP
- 78 vaches laitières/582 000 l de lait vendus

LOCALISATION DES 105 EXPLOITATIONS



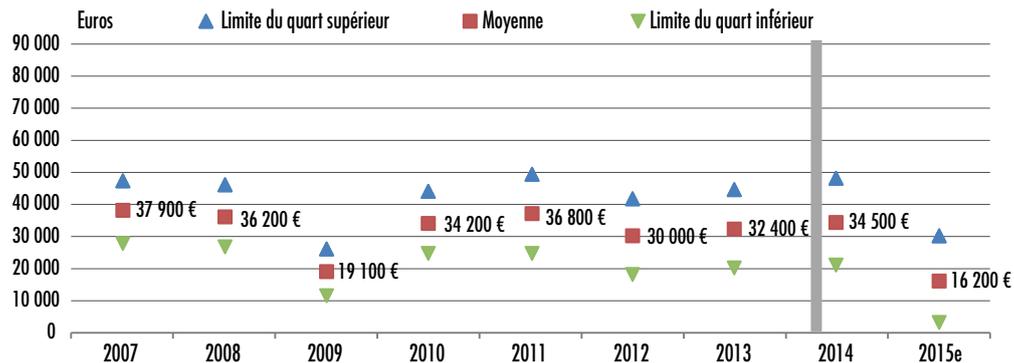
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2014 ET 2015



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

Avant Impôts et cotisations sociales (RCAI)/UMO exploitant et variabilité annuelle



Evolution de l'échantillon entre 2013 et 2014 (cf. p 17)

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

e : estimation

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT ET VIANDE BOVINE DE PLAINE

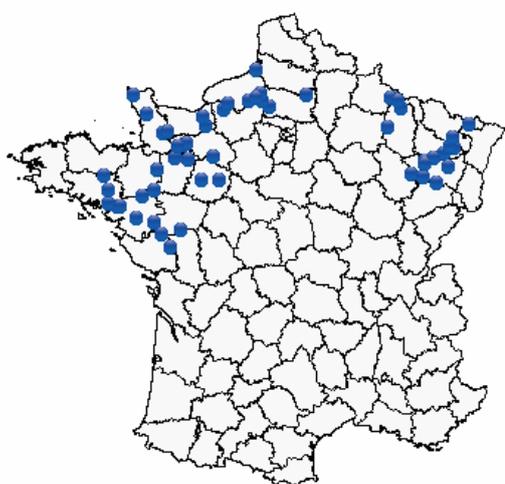
La crise laitière se fait aussi durement sentir dans les systèmes mixtes Lait-viande



DONNÉES REPÈRES

- 2,5 UMO totales dont 2 UMO exploitant
- 150 ha de SAU dont 121 ha de SFP
- 77 vaches laitières/556 000 l de lait vendus
- 68 UGB viande

LOCALISATION DES 64 EXPLOITATIONS



Le revenu estimé en 2015 apparaît comme le plus mauvais de la décennie, pire même qu'en 2009. C'est bien entendu la chute vertigineuse du prix du lait qui explique l'essentiel de cette dégringolade. A cela s'ajoute la baisse des aides PAC, le nouveau recul du prix de la viande et la hausse du coût alimentaire dans les zones touchées par la sécheresse.

Des systèmes contrastés entre l'Ouest et l'Est

Notre échantillon inclut deux types d'exploitations mixtes lait-viande : à l'Ouest des systèmes engraisseurs ou naisseurs-engraisseurs de taurillons ; à l'Est des systèmes avec ateliers viande valorisateurs de surfaces obligatoirement en herbe (Vaches allaitantes et bœufs). Chez les premiers, l'atelier laitier est dominant (83 VL et 62 UGB viande) alors que chez les seconds, les ateliers sont plus équilibrés (68 VL et 81 UGB viande). Dans ces élevages, la production laitière continue à progresser et l'atelier de viande bovine a maintenu sa position jusqu'en 2014. En 2015, avec la sortie des quotas, on s'attend à un repli de l'activité viande dans ces élevages mixtes au profit de l'atelier laitier, tout particulièrement à l'Ouest.

Une crise accentuée par la sécheresse à l'Est

La sécheresse s'est faite durement ressentir dans le quart Nord-Est et les éleveurs ont souvent dû acheter des fourrages pour faire face au déficit. Ces achats ont augmenté les charges opérationnelles de 7% alors que celles-ci sont restées plutôt stables dans le reste du pays.

Nouveau recul du produit de l'atelier viande

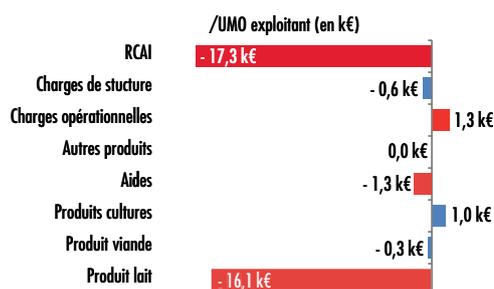
Pour la seconde année, le produit viande est en recul, estimé à 1%. La marge de l'atelier viande est encore plus affectée là où il a fallu recourir à des achats d'aliments suite à la sécheresse de l'été 2015. Dans ces zones, sur la base d'une tonne MS de déficit fourrager par UGB, la charge supplémentaire représente 50 à 100 € par UGB.

Un revenu qui chute de plus de 50%

C'est avant tout la baisse du prix du lait (-50 à -60 €/1 000 l) qui est responsable de la baisse de 47 % du revenu moyen sur notre échantillon de fermes. Cette baisse est plus importante à l'Est (-60 %) qu'à l'Ouest (-40 %) en raison de la sécheresse. La réforme de la PAC et la convergence des aides se font également sentir avec une baisse de 6% des aides du premier pilier.

Pour les exploitations lait et viande les écarts de revenus sont encore plus importants que dans les élevages spécialisés.

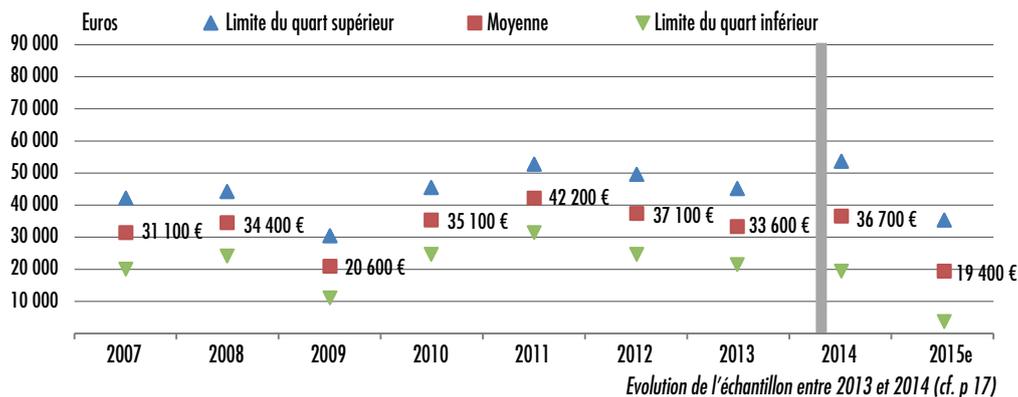
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2014 ET 2015



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

Avant Impôts et cotisations sociales (RCAI)/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

e : estimation

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT ET CULTURES DE VENTE

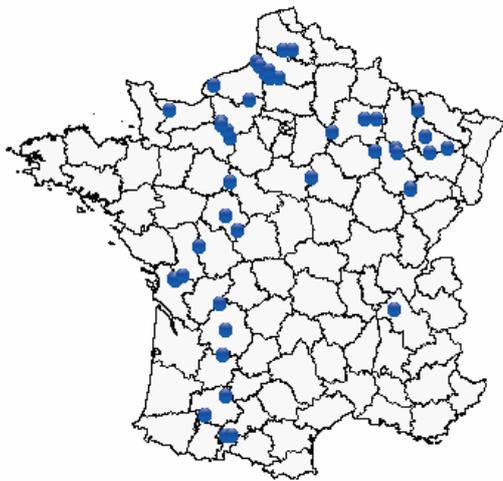
Après le rebond de 2014, la rechute



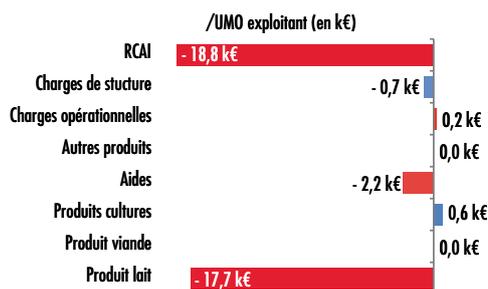
DONNÉES REPÈRES

- 3 UMO totales dont 2,4 UMO exploitant
- 193 ha de SAU dont 118 de cultures de vente
- 84 vaches laitières/697 000 l de lait vendus

LOCALISATION DES 46 EXPLOITATIONS



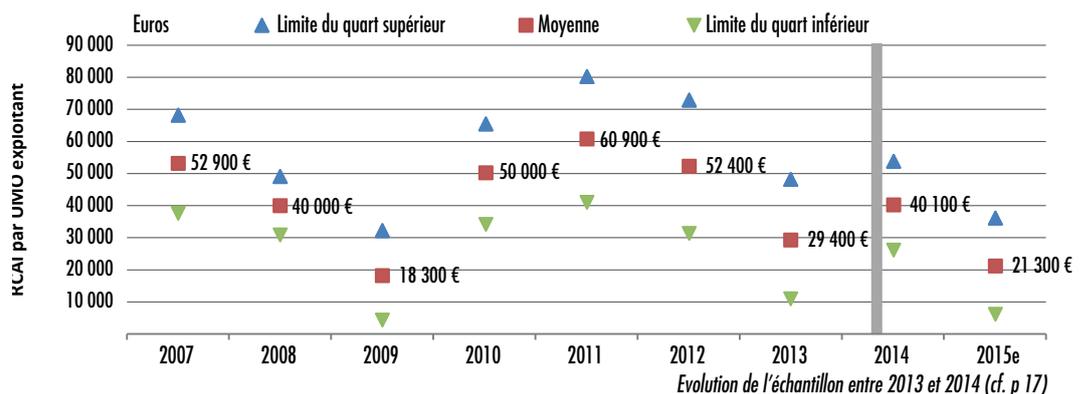
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2014 ET 2015



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

Avant Impôts et cotisations sociales (RCAI)/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Suite à une période favorable de 2010 à 2012 à plus de 50 000 € de résultat courant avant impôts et charges sociales par unité de main-d'œuvre, la volatilité des résultats pour ces systèmes polyculture-élevage se poursuit. En 2013, la conjonction de la baisse des rendements céréaliers (variable selon les zones) et de la baisse des prix de vente des grandes cultures expliquaient la chute des résultats. En 2015, cette chute est à mettre au débit de l'atelier laitier.

Des rendements fourragers et céréaliers inégaux selon les zones

Les 46 exploitations de l'échantillon sont situées dans les principaux bassins de polyculture-élevage de la France laitière. Elles ont donc été touchées par la sécheresse de façon très inégale. Dans le Nord-Aquitain, les rendements en culture de vente, mais aussi en maïs ensilage ont pu être très faibles en 2015 (-50 %/2014). Ces systèmes fortement basés sur des stocks fourragers ont pu compter sur un report de stock après une bonne année 2014 ou ont dû composer avec la double finalité de la culture de maïs et ensiler des surfaces initialement destinées au grain (limitant alors les produits de l'atelier culture), voire acheter dans les situations les plus tendues.

La conjoncture laitière explique principalement le repli du résultat

Avec une chute de 57 €/1 000 l par rapport à 2014, le prix du lait payé aux producteurs est l'un des plus faibles des systèmes étudiés (314 €/1 000 l). La dimension des ateliers laitiers étant parmi les plus importantes de notre dispositif (700 000 litres de lait livrés), ces prix faibles ont une incidence très forte sur les résultats des exploitations. Au regard de la conjoncture laitière, la stratégie d'augmentation des volumes livrés ne semble pas avoir été retenue cette année pour ces systèmes qui ont bien souvent bénéficié par le passé d'attributions de volumes importants, avant même la fin des quotas (Centre, Poitou-Charentes, Sud-Ouest). Il y a donc très peu d'économies d'échelle supplémentaires sur les charges de structure. Leur réduction est essentiellement due à la baisse des cours des produits pétroliers, compte tenu de l'importance du poste carburant dans ces systèmes.

La mixité conforte la résilience de ce système

La conjoncture céréalière s'est améliorée en 2015. La moyenne présentée ici masque toutefois la variabilité des rendements observés d'une zone à l'autre. Le résultat de l'atelier cultures n'est pas exceptionnel, mais avec 32% du produit brut de l'exploitation, il a un effet stabilisateur. Comme souvent recherché dans les systèmes alliant plusieurs ateliers, l'atelier cultures a joué cette année un léger rôle d'amortisseur. En effet, ce système partage avec les systèmes mixtes lait-viande une chute du résultat courant importante (-48 %/2014) mais avec un résultat de 21 300 €/UMO exploitant permet de rester un peu plus élevé que les autres systèmes suivis (hors montagne de l'Est).

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT DES MONTAGNES DE L'EST

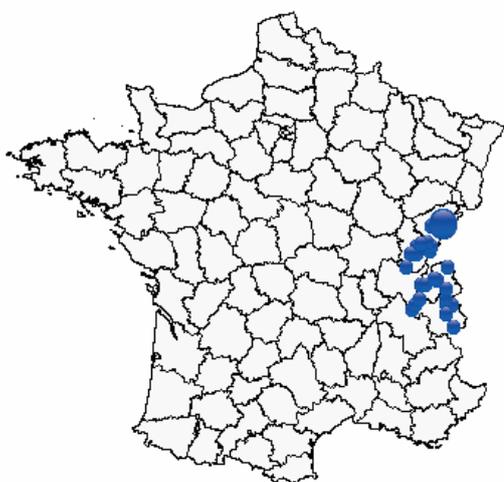
Des revenus records pour les exploitations dans les filières AOP



DONNÉES REPÈRES

- 2,2 UMO totales dont 2 UMO exploitant
- 102 ha de SAU dont 95 ha de SFP
- 61 vaches laitières/378 000 l de lait vendus

LOCALISATION DES 27 EXPLOITATIONS



Les revenus des exploitations des montagnes de l'Est ont accentué en 2015 la hausse déjà constatée en 2014. Cette nouvelle hausse fait de 2015 l'année record en termes de revenu pour ces exploitations qui ont bénéficié de prix du lait élevés et de prix d'intrants en légère baisse. Les volumes de production se sont en général maintenus durant cette année fourragère favorable aux systèmes herbagers de montagne.

Le lait profite d'une excellente valorisation en AOP et IGP

Les 26 exploitations de ce groupe sont situées dans les massifs des Alpes et du Jura, au sein de zones de production de fromages AOP ou IGP. Ce sont toutes des exploitations herbagères. L'herbe pâturée en été et le foin / regain constituent la ration de base des animaux. Ces exploitations ont maintenu leurs volumes de lait produits alors que le prix du lait a continué de croître conduisant à l'augmentation de leur produit lait. Les filières fromagères sous signes de qualité (AOP et IGP) se portent bien et elles ont permis une nouvelle augmentation du prix du lait en 2015. L'écart avec le lait standard s'est ainsi creusé jusqu'à 140 €/1 000 litres.

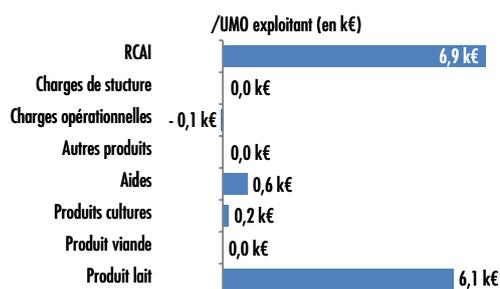
La sécheresse a peu impacté ces systèmes de montagne

Le lait s'est produit à faible coût durant le printemps, particulièrement favorable au pâturage ainsi qu'à la récolte de foin de qualité. La sécheresse estivale a moins affecté ces systèmes de montagne où le climat est plus frais et les orages plus fréquents qu'en plaine voisine. Les conditions exceptionnelles de l'automne ont permis une bonne récolte de regain et une bonne valorisation de l'herbe.

La réforme de la PAC a été favorable

La réforme de la PAC est en générale favorable à ces systèmes de montagne herbager et relativement extensifs. La convergence des aides qui a débuté ainsi que les mesures en faveur des systèmes herbagers conduisent à une augmentation des aides pour ces systèmes. Augmentation qui devrait se poursuivre jusqu'en 2019.

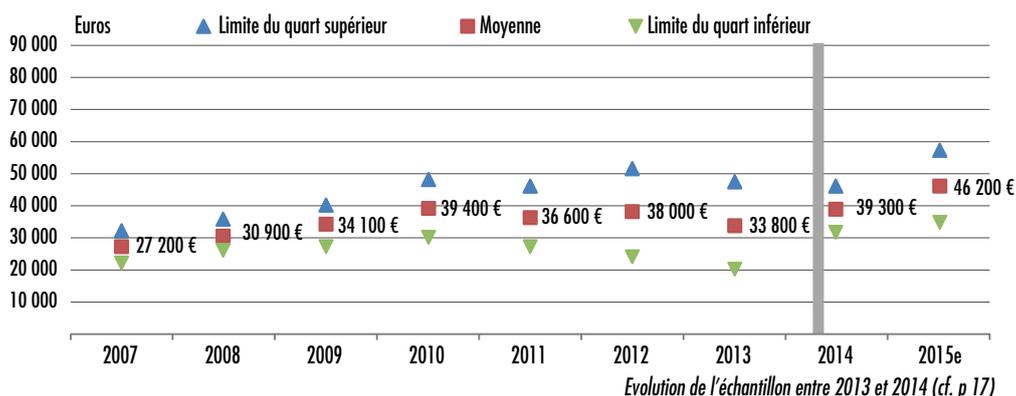
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2014 ET 2015



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

Avant Impôts et cotisations sociales (RCAI)/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

e : estimation

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT DE MONTAGNE AVEC MAÏS

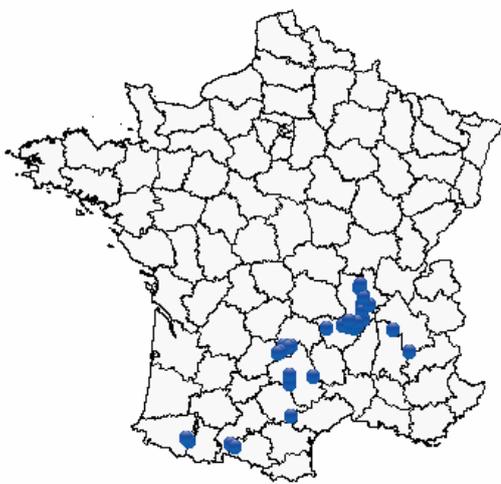
Une année 2015 catastrophique climatiquement et économiquement



DONNÉES REPÈRES

- 2,1 UMO totales dont 1,8 UMO exploitant
- 85 ha de SAU dont 75 ha de SFP
- 62 vaches laitières/480 000 l de lait vendus

LOCALISATION DES 39 EXPLOITATIONS



Après une bonne année 2014, ces élevages spécialisés de montagne subissent une violente chute de revenu.

Une année marquée par la sécheresse et la canicule

La sécheresse a été particulièrement sévère sur l'Est du Massif central. Le déficit de pluie et les fortes canicules ont obligé certains éleveurs à ensiler le maïs dès la fin juillet. Face au manque d'herbe dans les pâtures, les vaches laitières sont passées en régime hivernal durant l'été et les génisses ont été nourries au foin de fin juillet à mi-septembre. Malgré un automne doux qui a permis de prolonger le pâturage jusqu'en décembre, de nombreux éleveurs ont eu recours à des achats de fourrages pour couvrir les besoins hivernaux (50 €/UGB dans le Massif Central).

Une collecte laitière stable à cause de la conjoncture morose

Après la hausse de 2014, la production laitière n'a pas évolué en 2015 : face à la chute du prix du lait, les éleveurs ont davantage veillé à réduire leurs charges qu'à augmenter les volumes de lait produit. Cela s'est notamment traduit par une attention portée à la consommation de concentrés dont le coût à la tonne était proche du prix de 1 000 litres de lait.

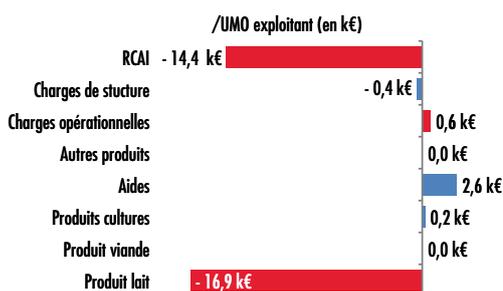
Dans les zones touchées par la sécheresse, certains éleveurs ont aussi restreint leurs effectifs d'animaux en vue de limiter les achats de fourrages. De plus, la production des vaches a aussi été pénalisée par le manque de fourrages et les épisodes de canicule.

La chute du prix du lait entraîne celle des revenus

La chute du prix du lait d'environ 58 €/1 000 litres, cumulée à une baisse des cours de la viande (-5%), entraîne une diminution du produit brut de l'atelier lait de 15%. La revalorisation des aides PAC en zone de montagne (+1 à +3%) pèse peu : le produit brut global se dégrade de 10% par rapport à 2014. Les charges restent souvent stables, la baisse des prix du carburant (-14%) venant compenser la hausse de 1 à 2 % des prix des engrais, des frais vétérinaires et de l'électricité. Les charges augmentent toutefois dans les exploitations qui ont été contraintes d'acheter des fourrages.

Au final le revenu courant avant impôts et charges sociales dégringole de plus de 50% par rapport à 2014. Le revenu disponible passe sous la barre des 15 000 €/UMO. Les trésoreries sont souvent très dégradées et les éleveurs qui ont investi récemment se trouvent particulièrement fragilisés.

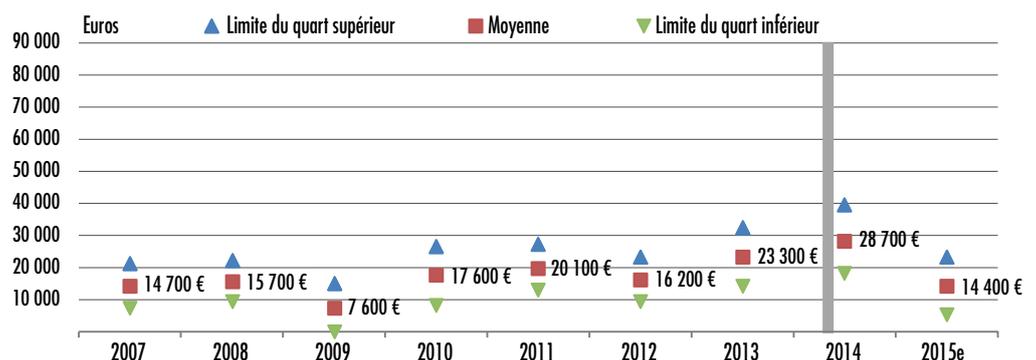
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2014 ET 2015



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

Avant Impôts et cotisations sociales (RCAI)/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Evolution de l'échantillon entre 2013 et 2014 (cf. p 17)

e : estimation

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT DE MONTAGNE HERBAGÈRE

Forte chute de revenu pour les herbagers du Massif Central



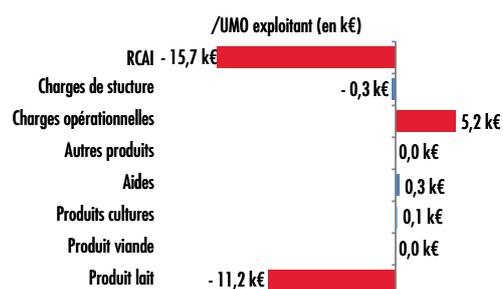
DONNÉES REPÈRES

- 2,1 UMO totales dont 1,9 UMO exploitant
- 78 ha de SAU dont 73 ha de SFP
- 54 vaches laitières/317 000 l de lait vendus

LOCALISATION DES 37 EXPLOITATIONS



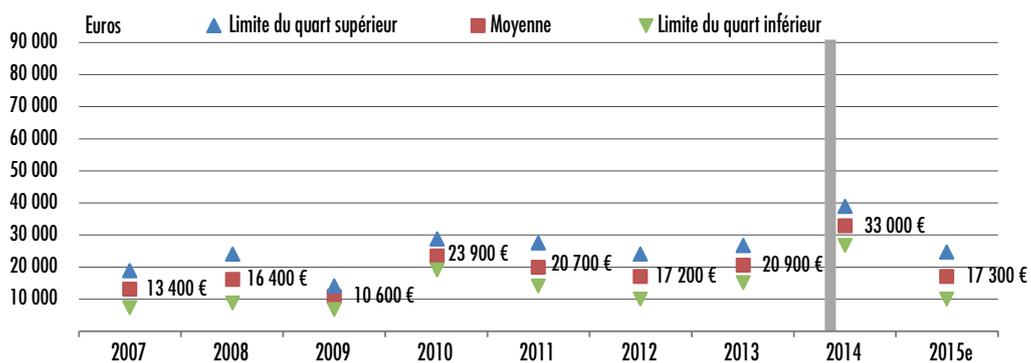
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2014 ET 2015



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

Avant Impôts et cotisations sociales (RCAI)/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Evolution de l'échantillon entre 2013 et 2014 (cf. p 17)

e : estimation

4

L'INDUSTRIE LAITIÈRE

Principaux évènements de l'année 2015

En 2015, les investissements dans l'industrie laitière n'ont pas marqué le pas. En France, la concentration s'est poursuivie dans les coopératives laitières. Les investissements les plus importants concernent toujours les ingrédients secs et les laits infantiles mais on compte aussi de nombreux projets dans les fromages et ultra-frais. Même chose en Europe du Nord et de l'Ouest où les transformateurs leaders continuent d'augmenter leur zone d'influence et de restructurer leurs outils.



FRANCE

Poursuite des regroupements dans la coopération laitière

Le regroupement des activités laitières d'**Eurial** et d'**Agrial** est effectif depuis le 4 novembre 2015. Le nouvel ensemble prend le nom d'Eurial et devient la branche laitière du groupe Agrial. Il regroupe 6 450 éleveurs, génère un chiffre d'affaires de 2,3 milliards €, et détient 22 sites industriels pour 4 000 employés.

L'Armoricaine Laitière fusionne avec **Even** et rejoint ainsi **Laïta** au 1er juillet 2015, y apportant un volume de 42 millions de litres de lait par an, collectés auprès de 90 producteurs, et un site de transformation localisé à Lanfains (22). **Laitnaa** fusionne avec la coopérative de Fléville, qui regroupe 80 éleveurs pour un volume annuel de 35 millions de litres. La **coopérative laitière des trois vallées**, qui collecte 9 millions de litres de lait par an en provenance de 39 exploitations, rejoint **Volcalis**, coopérative laitière adhérente à l'union **Altitude**. Courant octobre, la **Coopérative laitière de Haute-Normandie** (CLHN) annonce un projet de rapprochement avec **Sodiaal**, qui, sous réserve d'approbation des associés-coopérateurs des deux groupes, devrait entraîner une fusion des deux entités au mois de juin 2016.

Deux sites de transformation changent de propriétaire. **La fermière** reprend une usine de **Sodiaal** à Gap (05), et le groupe **Casino** acquiert, pour 1,5 million €, 90% du producteur de fromage de Montbrison l'**Entreprise laitière de Sauvain**.

D'importants investissements dans le lait infantile et les ingrédients secs

Maîtres Laitiers du Cotentin annonce la construction d'une nouvelle usine à Meautis (50) moyennant 114 millions €. Elle fabriquera du lait infantile liquide pour les marchés d'exportation et reprendra l'activité actuelle crème et beurre AOP d'Isigny du site de Tribehou. **Lactalis** envisage d'investir 14 millions € sur le site de Vitré (35) et 54 millions € sur celui de Retiers (35). **Sodiaal** investit 16 millions € dans la fabrication d'ingrédients biologiques dans sa filiale Nutribio à Montauban (82) et projette la construction d'une tour de séchage sur le site de Quimper (29). La **SILL** investit 60 millions € dans sa nouvelle tour de séchage qui sera finalement située à Guipavas (29). **Isigny Saint-Mère** met en service une usine de lait infantile grâce à un investissement de 65 millions €, tandis que l'**Union des Producteurs de Beaufort** inaugure un site de traitement du lactosérum à Albertville (73) d'un montant de 12 millions €.

De nombreux investissements, plus modestes, dans les fromages et l'ultra-frais

Dans le domaine des fromages, sont à noter les investissements de **Bel** (6 millions €) à Sablé sur Sarthe (72) dans un atelier de fabrication de Boursin roulé au jambon, d'**Entremont** à Montauban de Bretagne (35) pour accroître de 25% la capacité du site, de la **Coopérative Laitière du Pays Basque** (6 millions €) à Aludes (64), de la **fromagerie de La Lémance**

(3 millions €) à La Verrie (85), de la **Coopérative de Haute-Maurienne-Vanoise** (2 millions €) à Bonneval sur Arc (73), de la **Coopérative laitière des Entremonts** (1,5 million €) à Entremont le Vieux (73) et de la **fromagerie des Monts du Cantal** (5 millions €) à Pierrefort (15).

Dans le domaine des produits ultra-frais, notons la finalisation de la dernière tranche de travaux de la nouvelle usine de produits laitiers biologiques de **Triballat à Noyal-sur-Vilaine** (35), qui a nécessité 45 millions € sur trois ans, le projet d'un nouvel atelier de fromage blanc et de faisselle par **La Fermière** (1,5 million €) sur le site de Gap (05), la mise en service d'unités de fabrication de yaourts par la **coopérative laitière de Pamplie** (0,6 million €) et par la **coopérative laitière Cimelait** (0,8 million €) à Err (66).

Ysco, filiale du groupe belge **Milcobel**, dote son site d'Argentan (61) d'une nouvelle ligne de fabrication de crèmes glacées moyennant 4 millions €. Dix-neuf éleveurs de Loire-Atlantique investissent conjointement 8 millions € pour créer une nouvelle laiterie à Rémouillé (44) dénommée **En Direct Des Eleveurs**. La **laiterie coopérative d'Etrez** se dote de nouvelles installations frigorifiques et d'expédition pour 1,5 million €. Enfin, **Baechler** investit 1,1 million € pour s'équiper d'un méthaniseur qui valorisera le lactosérum de sa fromagerie localisée au Temple-sur-Lot (47).

Les leaders français poursuivent leur croissance à l'international

Sur le continent africain, **Danone** acquiert la **laiterie Trèfle** en Algérie, et augmente de 5% sa participation dans sa filiale marocaine **Centrale Danone**, la portant ainsi à 95,86%. De son côté, le groupe **Bel** acquiert 69,82% de **Safilait**, le troisième groupe laitier marocain. En Amérique, **Lactalis**, via sa filiale **Parmalat**, rachète pour 93 millions € le groupe mexicain **Lácteos Algil**, qui détient des actifs industriels au Mexique, en Uruguay et en Argentine. Il devient l'unique actionnaire de **Nutrifont Alimentos**, entreprise brésilienne spécialisée dans la valorisation du sérum, en reprenant la participation de 50% précédemment détenue par le groupe coopératif irlandais **Carbery**. **Alsace-Lait** acquiert 38% de l'entreprise canadienne **Chalifoux**.

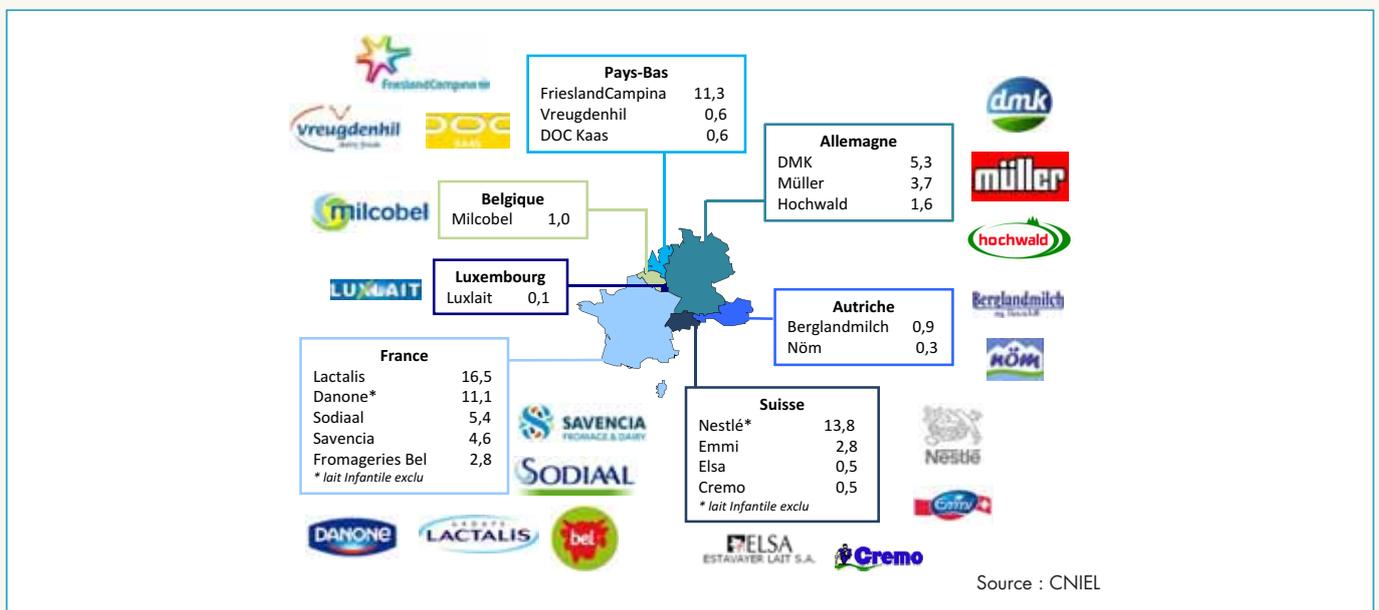
D'autre part, **Lactalis** rachète, pour environ 700 millions €, 80% du capital du groupe laitier turc **AK Gida**. En Belgique, Lactalis devient l'unique actionnaire de **Walhorn SA**, en reprenant la participation de 49% d'**Arla Foods** dans leur outil de transformation commun, et rachète, en Italie, **Laiterie Friulane**.

En parallèle, les leaders français cèdent quelques actifs. **Savencia** vend sa participation de 27% dans le groupe espagnol **Capsa** et de 24,8% dans le transformateur allemand de lait biologique **Andechser**. **Danone** cède, pour 150 millions €, les droits de sa marque **Dumex** en Chine, à sa filiale **Yashili International Holdings**, dont il détient 25% du capital. Enfin, **Senoble** vend au groupe américain Schreiber trois usines de produits laitiers (deux en Espagne et une en Slovaquie).

EUROPE DE L'OUEST

LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DE L'OUEST

Chiffre d'affaires en 2014 en milliards d'euros



Source : CNIEL

4 LES TRANSFORMATEURS

EUROPE DE L'OUEST

EN ALLEMAGNE, plusieurs investissements conséquents sont opérés dans le secteur des ingrédients laitiers. **Müller** annonce la construction d'une nouvelle unité de valorisation du lactosérum sur son site de Leppersdorf pour 200 millions €. **Meggle** investit 35 millions € pour accroître la capacité de fabrication de lactose de son site de Wasserburg. **Uckermärker Milch**, filiale du groupe suisse **Hochdorf**, dote son unité de Prenzlau d'un atelier de fabrication de lait infantile pour 25 millions €. **Frischli** investit 25 millions € dans la construction d'une tour de séchage sur son site de Rehburg. Après trois années de développement, **Arla Foods** inaugure ses nouvelles installations sur le site de Pronsfeld, comprenant notamment une tour de séchage et une beurrerie, pour un montant de 110 millions €.

Par ailleurs, le groupe bavarois **BMI** annonce un plan d'investissement de 73 millions € sur 4 ans pour accroître la capacité de fabrication de pâte pressée et de mozzarella de son site de Jessen et le doter d'une unité de valorisation du lactosérum. Le groupe de distribution **Lidl** projette la construction d'une usine de crèmes glacées à Übach-Palenberg pour 100 millions €. Enfin, **Weihenstephan** annonce un plan d'investissement de 20 millions € sur son site bavarois de Freising.

En parallèle, la coopérative allemande **DMK** annonce son intention de fusionner avec la coopérative néerlandaise **DOC Kaas**, tandis que les deux coopératives allemandes **Omira** et **Ansbach** fusionnent début 2015. **Fude & Serrahm**, filiale de **DMK**, acquiert 51% du transformateur laitier **Wiegert Milch**.

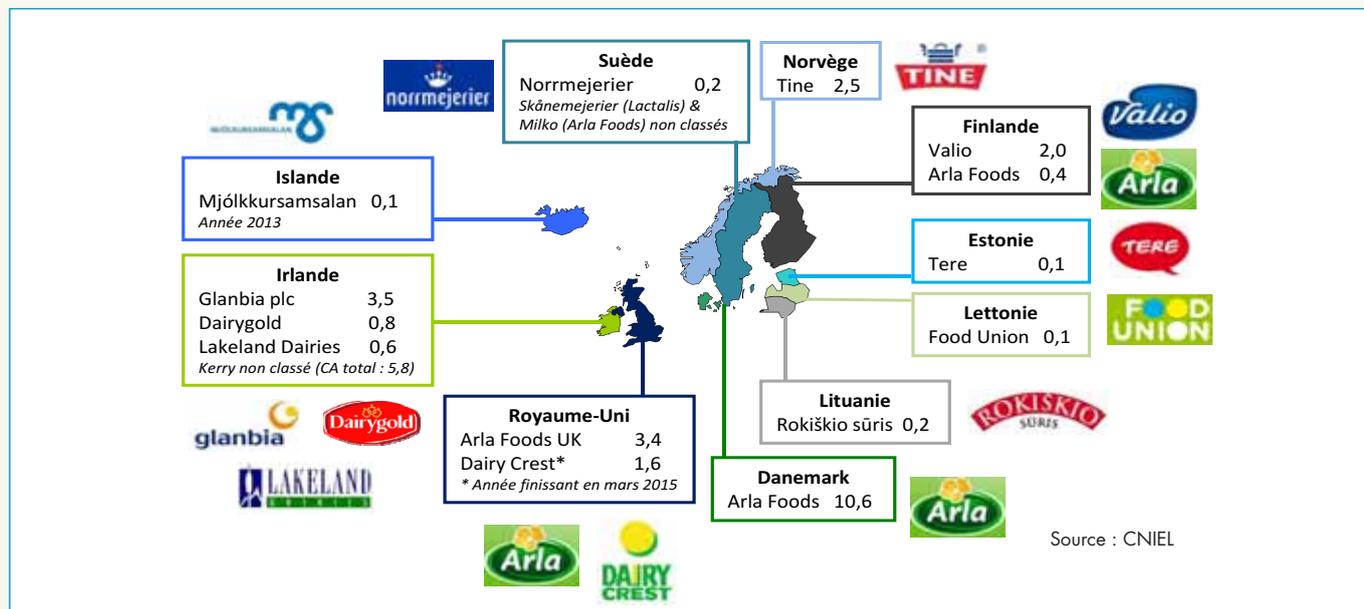
EN BELGIQUE, **Danone** investit 14 millions € dans deux nouvelles lignes de conditionnement sur son site de produits ultra-frais à Rotselaar. **FrieslandCampina** acquiert le producteur de mozzarella **Fabrelac**, et le groupe néerlandais **A-Ware** rachète le fabricant de crème **La Concorde**.

AUX PAYS-BAS, plusieurs investissements sont opérés dans le domaine du lait infantile : **Danone** annonce un projet de construction d'une nouvelle usine à Cuijk pour 240 millions €, **Mead Johnson** accroît la capacité de son site de Nijkerk, **FrieslandCampina** installe une nouvelle ligne sur le site de Borculo, et **Oranje Nutrition**, filiale du groupe chinois **Anhui Fortune Investment**, investit 30 millions € dans un nouveau site à Heerenveen. Enfin, **Vreugdenhil** met en service une nouvelle tour de séchage à Gorinchem.

Dans le domaine fromager, **FrieslandCampina** investit 19 millions € pour restructurer ses outils de conditionnement : fermeture du site de Lochem et transfert sur les sites de Wolwega et de Leerdam. Elle annonce, fin 2015, un plan de restructuration complémentaire d'un montant de 30 millions €, avec suppression de 140 emplois, fermeture de la fromagerie de Rijkevoort et transfert de l'activité sur les sites de Bedum, Gerkesklooster et Workum. **Özgazi** accroît la capacité de son site de fabrication de fromages ethniques de Etten-Leur moyennant 13 millions €. Enfin, **A-Ware** met en service sa nouvelle fromagerie à Heerenveen d'une capacité de 750 millions kg de lait par an, tandis que **Fonterra** ouvre une usine attenante valorisant le lactosérum ainsi fourni, suite à un investissement de 75 millions €.

LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DU NORD

Chiffre d'affaires en 2014 en milliards d'euros



EUROPE DU NORD

EN IRLANDE, **Kerry** investit 100 millions € dans l'accroissement de la capacité de trois sites laitiers : Charleville, Listowel et Newmarket. **Aurivo** finalise un plan d'investissements de 30 millions € démarré il y a 4 ans et annonce un nouveau plan de 40 millions € sur 2015-2020.

Dairygold construit une nouvelle tour de séchage à Mitchelstown pour 33 millions €. **Glanbia** finalise le doublement (à 80 000 t/an), de la capacité de fabrication de beurre du site de Ballyragget, met en service sa nouvelle usine de poudre de lait à Belview (185 millions € d'investissements) et ouvre un nouvel atelier de lait UHT sur le site de Lough Egish (15 millions €). Enfin, **Lakeland Dairies** met en service une nouvelle tour de séchage à Bailieborough, qui a nécessité un investissement de 36 millions €.

Les coopératives **Town of Monaghan**, localisée en République d'Irlande, et **Ballyrashane** située en Irlande du Nord, annoncent leur fusion en août 2015. La nouvelle entité dénommée **Lacpatrick** génère un chiffre d'affaires de 375 millions € et annonce fin 2015 un investissement de 42 millions € dans une nouvelle tour de séchage sur le site de Artigarvan en Irlande du Nord.

AU ROYAUME-UNI, après de multiples rebondissements, la cession de l'activité lait de consommation de **Dairy Crest** à **Müller**, pour un montant voisin de 100 millions €, est officiellement entérinée fin 2015. **Graham's Dairies**

projette la construction d'une nouvelle laiterie à Stirling, pour 25 millions €, et rachète à la coopérative **First Milk** son site de conditionnement de lait liquide de Fife. Deux coopératives irlandaises font quelques emplettes sur le sol britannique : **Lakeland Dairies** rachète le fabricant de yaourt glacé **Taste Trends**, tandis qu'**Aurivo** acquiert le spécialiste de la nutrition pour sportifs **My Goodness Ltd**. Enfin, le groupe américain **Kraft-Heinz** vend un site de fabrication de lait infantile à **Kendal Nutricare**.

EN SUEDE, **Norrmejerier** met en service une nouvelle fromagerie à Umeå (16 millions €), et annonce fin 2015 un plan d'investissement de 32 millions € sur ses deux sites d'Umeå et Luleå. Le rachat du grossiste-importateur de fromages **Falbygdens** par **Arla Foods** pour un montant de 34 millions € est entériné par les autorités suédoises.

EN NORVEGE, **Q-Meieriene** investit 12 millions € dans l'extension de son site de Krepp et met en service un nouvel atelier de produits ultra-frais à Gausdal, pour un montant de 4 millions €. **Tine** projette la construction d'ici 2019-2020 d'une nouvelle laiterie à Bergen, nécessitant un investissement de 90 millions €.

EN LITUANIE, **Pienas LT** met en service une nouvelle usine d'ingrédients laitiers à Kaunas d'une capacité de transformation de 200 millions de litres de lait par an, suite à un investissement de 41 millions €.

EUROPE DU SUD

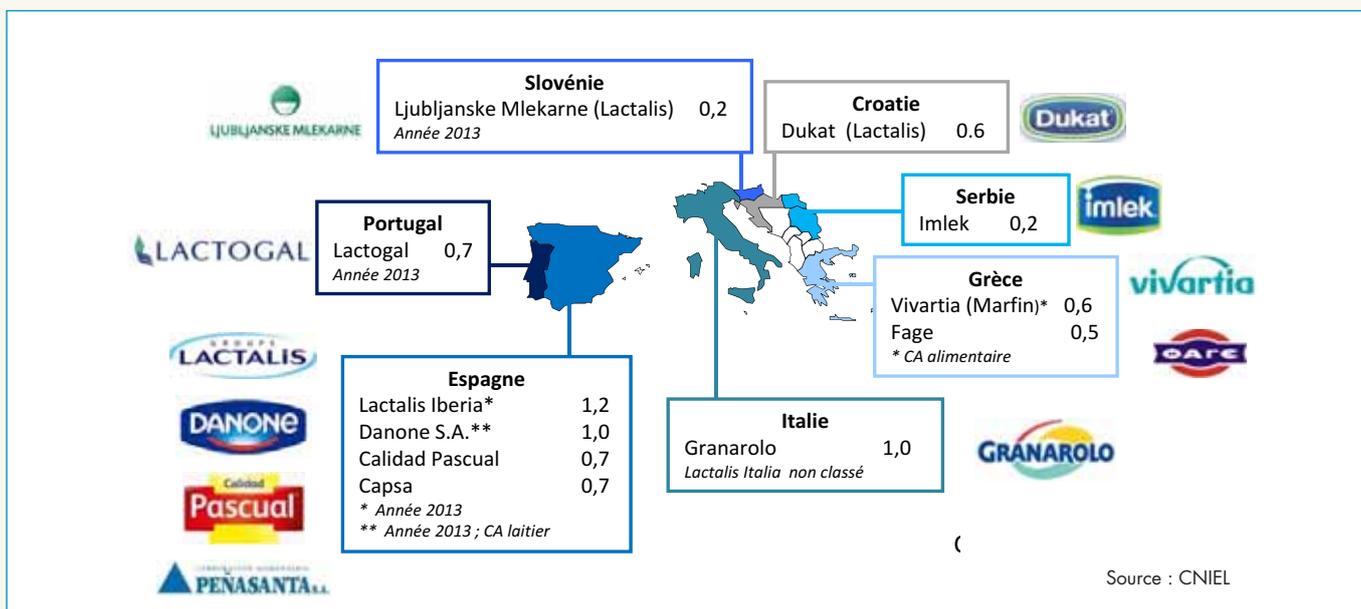
EN ESPAGNE, **Queserías Entrepinares** annonce un plan d'investissement de 20 millions € sur deux ans pour accroître la capacité de sa fromagerie de Las Arenas. **Quesería Lafuente** acquiert son concurrent **Central Quesera Montesinos**, et porte sa capacité annuelle de fabrication de fromages de 24 000 à 40 000 tonnes. **Capsa** et **Leche Celta**, filiale du groupe portugais **Lactogal**, regroupent leurs activités lait de consommation sous MDD au sein d'une joint-venture dénommée **Iberleche**. Cette

nouvelle structure s'appuie sur le réseau de 11 usines des deux entreprises d'une capacité cumulée de conditionnement de 2,3 milliards de litres de lait par an.

EN ITALIE, **Igor**, leader national du gorgonzola, investit 35 millions € pour accroître la capacité de son site de Cameri. **Newlat** acquiert un site de lait infantile localisé à Ozzano Taro auprès de **Plasmon**, filiale du groupe américain **Kraft Heinz** pour 30 millions €, tandis qu'**Unilever** rachète le fabricant de crèmes glacées **Grom**.

LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DU SUD

Chiffre d'affaires en 2014 en milliards d'euros



5

LE MARCHÉ EUROPÉEN DES PRODUITS LAITIERS

La hausse de l'offre alimentaire surtout les stocks

En 2015, le déséquilibre sur les marchés européens des produits laitiers s'est accentué sous la pression d'une offre européenne toujours dynamique.

La croissance de la demande intérieure restant molle, une bonne partie du supplément de collecte a été orientée vers la fabrication de produits de report, notamment le beurre et la poudre maigre mais également les fromages.

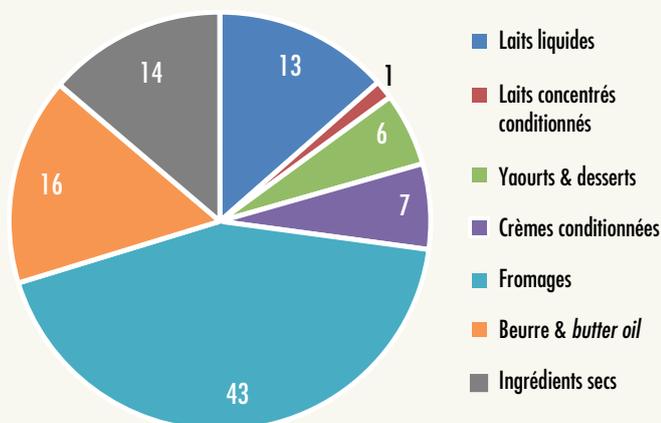
Malgré un regain de compétitivité des produits européens, ils n'ont qu'en partie pu être exportés sur le marché mondial toujours marqué par la contraction de la demande chinoise, l'embargo russe et à présent le ralentissement économique des pays pétroliers.

On estime ainsi que l'équivalent de 1,5 million de tonnes de lait a été placé en stock dans les entreprises en 2015.



COLLECTE 2015

UTILISATION DE LA COLLECTE EUROPÉENNE EN 2015 (% DE MSU)



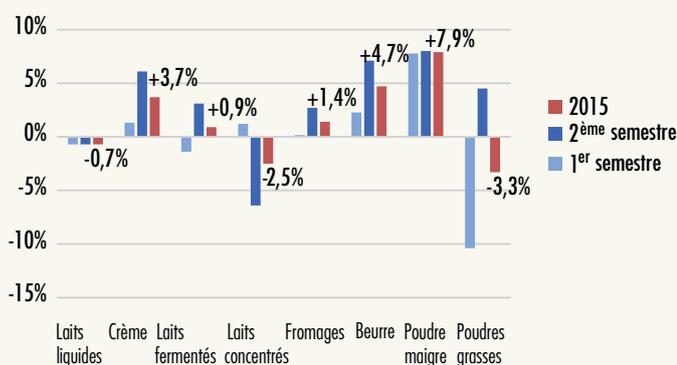
50%

C'est la part du supplément de collecte européenne transformée en ingrédients laitiers (beurre, poudre maigre, poudres grasses, caséines) en 2015 d'après nos estimations.

L'utilisation de la collecte laitière européenne a sensiblement évolué en 2015. La part de la matière solide utile (MSU) du lait transformée en beurre et en ingrédients secs (poudre maigre, poudres grasses, poudre de lactosérum et caséines) a grimpé d'un point d'une année sur l'autre à 30%. Celle transformée en fromages a sensiblement reculé de 0,5 point à 43%, de même que celle utilisée dans les produits de grande consommation (laits conditionnés, yaourts, desserts et crème) de 0,5 point à 27%.

FABRICATIONS 2015

ÉVOLUTION DES FABRICATIONS EUROPÉENNES EN 2014 (% /2013)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

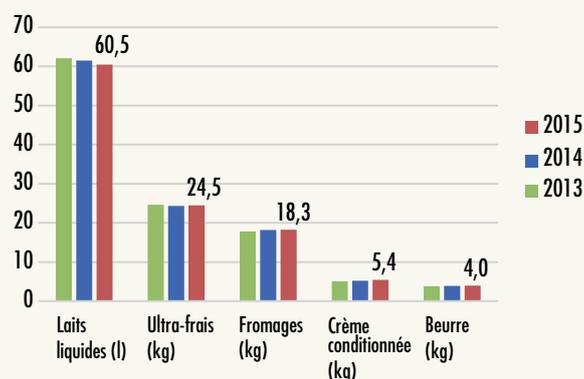
Les fabrications européennes ont évolué diversement selon les familles de produits. Au 1^{er} semestre, la collecte supplémentaire a surtout été transformée en poudre maigre (+8% /2014), et en beurre (+2%). Les fabrications de fromages ont stagné. Il en a été de même pour celles de produits de grande consommation, avec d'un côté plus de crème conditionnée et de l'autre moins de produits laitiers ultra-frais.

Au 2nd semestre, les fabrications de beurre et de poudre maigre ont évolué au même rythme. La reprise de la collecte européenne est allée de pair avec une reprise des fabrications fromagères (+2,7% /2014) et de poudres grasses (+4,5%) signe d'une reprise des exportations sur les pays tiers. Ces dernières avaient fléchi au 1^{er} semestre 2015.

En somme, le supplément de collecte européenne, estimé à +3,3 millions de tonnes de lait en 2014, a été pour moitié transformée en ingrédients laitiers (beurre, poudre maigre, caséines) et pour une autre moitié en fromages.

CONSOMMATION 2015

CONSOMMATION MOYENNE PAR EUROPÉEN



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

La consommation intérieure de lait et de produits laitiers à base de lait de vache a progressé mollement. La hausse de l'utilisation intérieure (+0,8% /2014) est due pour moitié à la croissance démographique (+0,4%). La consommation moyenne par Européen est évaluée à 284 kg équivalent lait. La consommation moyenne de beurre, de fromages et d'ultra-frais progresse de 100 g à respectivement 4,0, 18,3 kg et 24,5 kg par habitant, tandis que celle de laits liquides recule toujours à 60,5 litres.

Solide au Nord et déprimée au Sud

La consommation a évolué très diversement selon les pays.

En **Allemagne**, la consommation des ménages est restée globalement ferme et croissante. Ils ont surtout accru leurs achats de fromages et modérément ceux de yaourts et de beurre.

Au **Royaume-Uni**, la demande en laits conditionnés est toujours dynamique. Les ménages ont accru de leurs achats en volume (+3% /2014 en volume d'après le panel Kantar) mais ont réduit de 6% leurs dépenses. Celle de fromages est contrastée : léger recul des achats de cheddar au profit les autres fromages britanniques et surtout des fromages de type continental.

En Europe du Sud, la consommation de laits conditionnés et d'ultra-frais est déprimée en **Espagne**. Elle est plus contrastée en **Italie** : chute des laits conditionnés, stabilité du beurre et des ultra-frais, hausse en fromage grâce à des prix au détail en recul.

Les stocks de produits de report (beurre, fromages et ingrédients secs) ont continué de gonfler au fil des mois dans les entreprises laitières, faute de débouchés suffisants. Leur évaluation demeure imprécise faute d'enquête obligatoire. Seuls les stocks aidés et l'intervention, qui ne représentent que la partie émergée de l'iceberg, donnent lieu à des statistiques européennes officielles. D'après nos estimations, les stocks supplémentaires accumulés entre le début et la fin 2015 équivalent à 1,5 million de tonnes de lait. Soit un bond de 3 millions de tonnes en deux ans.

PRODUCTION ET CONSOMMATION DANS L'UE À 28

millions de tonnes de lait	2013	2014	2015e	2015/14 (%)
Production	154	160	163	+2%
Collecte	142	148	152	+2%
Variation de stocks	0	+1,5	+1,5	
Importations	1,4	1,5	1,1	-27%
Exportations	15	17	18	+6%
Utilisation intérieure	140	144	145	+1%
Consommation (kg/hab.)	276	283	284	+0,3%

e : estimations

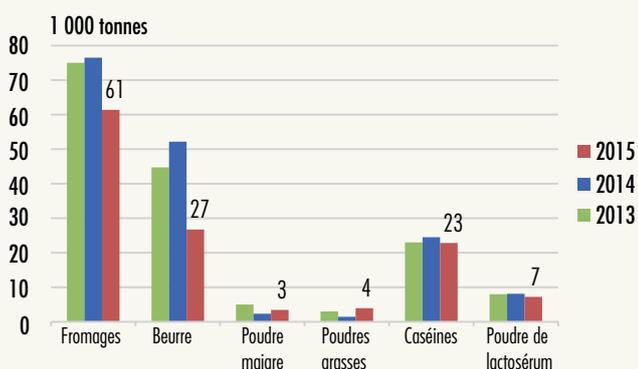
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat & ZMB

5 LE MARCHÉ EUROPÉEN DES PRODUITS LAITIERS

COMMERCE EXTÉRIEUR 2015

L'excédent commercial de l'UE a fléchi de 17% /2014, à 11,4 milliards €, pour l'essentiel en raison de la baisse des prix des produits exportés, malgré la croissance du solde en volume, estimé à +16,5 millions de tonnes équivalent lait.

IMPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS DE L'UE 28



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

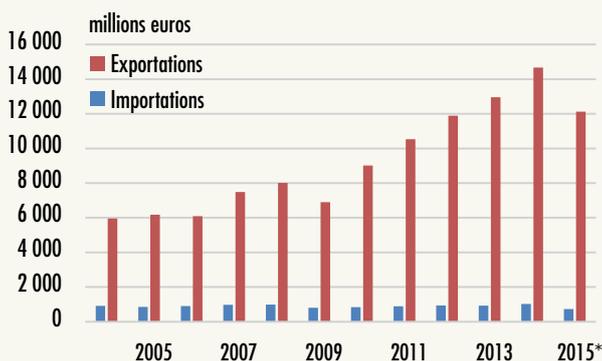
Des importations faibles et réduites

Quoique relativement faibles, les importations extra-communautaires de produits laitiers ont reculé en 2015. Estimées à 1,1 million de tonnes équivalent lait, elles couvrent moins de 1% de la consommation européenne. Ces produits entrent à droits de douane nuls ou réduits dans le cadre de contingents d'importation.

Les importations de fromages ont fléchi de 20%, à 61 500 t. Elles se composent à 83% de fromages de garde suisses, sur des volumes stables. Le reste se répartit entre des fromages océaniques, en chute libre (-50%), et de petits volumes en provenance de multiples pays.

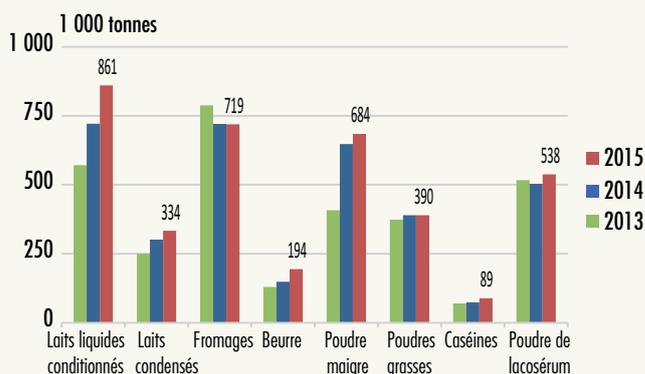
Les importations de beurre, presque exclusivement néozélandais, ont été très faibles (8 200 tonnes) et divisées par cinq. Elles avaient bondi début 2014, attirées par un marché européen très rémunérateur faute de disponibilités intérieures. En 2015, la Nouvelle-Zélande a ainsi rempli guère plus de 10% de son contingent à droit de douane nul (77 000 t de beurre).

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UE 28 AVEC LES PAYS TIERS



* estimations
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS DE L'UE 28



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Des exportations accrues en volume...

En 2015, les exportations extra-communautaires de produits laitiers ont progressé (+6% /2014) mais n'ont pu absorber le supplément de collecte. Estimées à 17,7 millions de tonnes équivalent lait, elles ont écoulé presque 12% de la collecte. Elles ont progressé malgré la poursuite de l'embargo russe et le ralentissement de la demande chinoise.

Les ventes de laits conditionnés et condensés sont restées dynamiques. Portées à près de 861 000 t, les expéditions de laits conditionnés ont doublé depuis 2010, grâce à l'explosion des ventes en Chine. Désormais des containers de briques de lait sont acheminés via les ports d'Anvers, de Hambourg et de Rouen, en fret retour vers la Chine. L'Allemagne et la France ont assuré plus de la moitié des expéditions extra-communautaires. En 2015, elles ont bondi de 50% depuis l'Allemagne, mais ont stagné depuis la France.

Les exportations de fromages ont été stabilisées à 720 000 t, après le reflux en 2014 provoqué par l'embargo russe (-8% /2013). Celles de beurre et de beurre anhydre ont bondi (+30% /2014), à 194 000 t.

La hausse des expéditions de poudre maigre a été modeste (+6% /2014). Celle des ventes de poudre de lactosérum a été de +7% /2014, à 538 000 t. Les volumes supplémentaires ont été vendus à la Chine, de loin le premier client avec 30% des volumes totaux. Enfin, l'UE a maintenu ses positions sur le marché mondial des poudres grasses, malgré l'agressivité de la Nouvelle-Zélande.

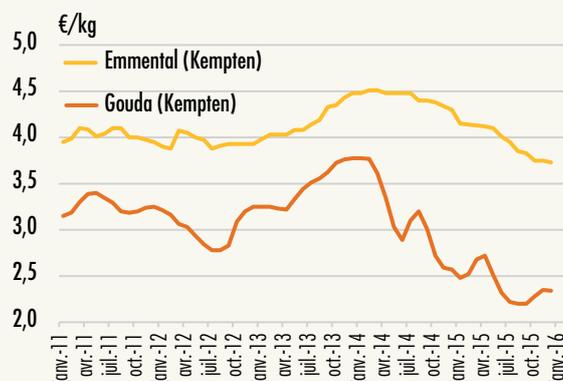
...Mais moins bien valorisées

Estimées à 12,0 milliards d'euros en 2015, la valeur des exportations extra-communautaires a reculé de 17% /2014. Elle repose pour 28% sur les ventes de laits infantiles, suivies des fromages (21%), des poudres de lait (11% poudre maigre et 9% poudres grasses), de la poudre de lactosérum (6%), de beurre (5%) et de caséines (4%). Les laits condensés et les laits conditionnés ne représentent que respectivement 4% et 3% de la valeur totale des exportations européennes sur le marché mondial.

MARCHÉ DES FROMAGES

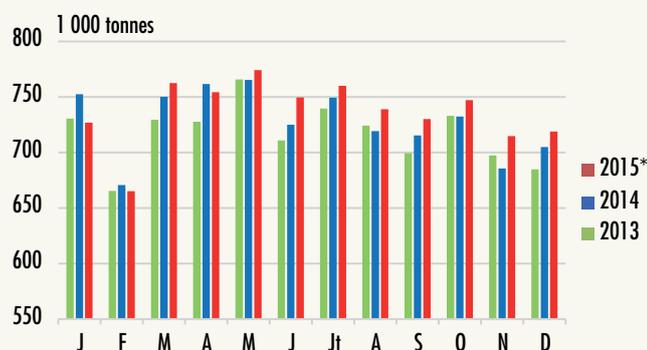
L'Union européenne conserve son leadership sur le marché mondial des fromages, même si la fermeture du marché russe a fortement affecté ses expéditions depuis août 2014. Ses fabrications, stationnaires sur le 1^{er} semestre, ont ensuite repris au 2nd semestre dans le sillage d'une reprise de la demande internationale.

COURS DES FROMAGES AU STADE DE GROS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après ZMB

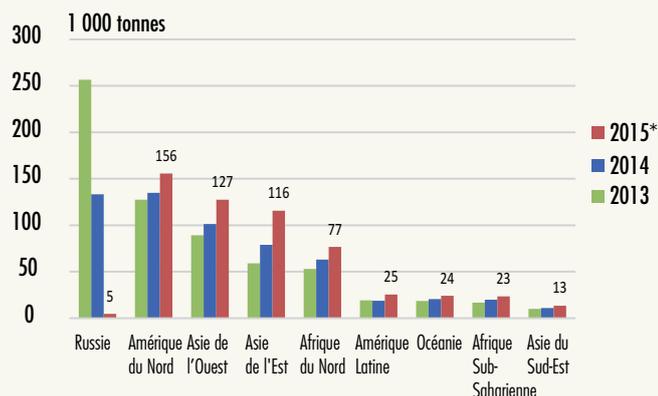
FABRICATIONS DE FROMAGES DANS L'UE



*estimations pour 2015

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS DE FROMAGES SELON LES DESTINATIONS



*estimations

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

720 000 t.

Ce sont les exportations extra-communautaires de fromages en 2015.

Dégradation des cours des fromages ingrédients

Le cours du gouda a bénéficié d'une petite embellie au 1^{er} trimestre, avant de se déprécier de nouveau. Au plus à bas à 2,20 €/kg en septembre sur le marché de Hanovre (Allemagne), il a terminé l'année à 2,34 €/kg. Le prix moyen annuel, à 2,40 €/kg, a chuté 23% /2014 et de 30% par rapport à l'excellent niveau de 2013.

Le cours de l'emmental, moins dépendant de la conjoncture internationale, a cédé 13% entre le début et la fin 2015. À 3,96 €/kg, le prix moyen annuel s'est déprécié de 11% d'une année sur l'autre.

Les marchés des fromages italiens ont mieux résisté, après avoir décroché en 2014. À 7,52 €/kg en 2015, le cours moyen annuel du Parmesan a cédé 8% /2014 et 23% /2013. Le Grana, à 7,40 €/kg, a mieux résisté, cédant respectivement 5% et 12%.

Progression toujours modérée des fabrications

Les fabrications européennes de fromages (toutes familles confondues) ont progressé modérément (+1,4% ou +140 000 t), un peu moins vite qu'en 2014. Stationnaires au 1^{er} semestre, elles ont rebondi au 2nd semestre (+2,7% /2014) d'autant qu'elles avaient marqué le pas en 2014 pour répondre à l'arrêt des achats russes. En première ligne, les fabricants allemands et polonais, avaient alors privilégié les fabrications de beurre/poudre maigre à celles de fromages ingrédients.

Les Pays-Bas ont réalisé la moitié des fabrications supplémentaires, loin devant la Pologne (+25 000 t) et l'Allemagne (+22 000 t). Cinq pays réalisent ensemble 3/4 des fabrications européennes : l'Allemagne (26%), la France (20%), l'Italie (11%), les Pays-Bas (10%) et la Pologne (9%).

Croissance modérée consommation européenne

Calculée par bilan, l'utilisation européenne de fromages (toutes espèces) a progressé au même rythme en 2015 qu'en 2014 (+1,2%), soit plus vite que la croissance démographique (+0,4). Estimée à 18,3 kg en 2015, la consommation moyenne de fromages par Européen a ainsi gagné 140 g en un an (+0,8%) et 800 g depuis 2007. Les écarts de consommation sont toujours considérables entre pays : de 7 kg en Irlande à 28 kg en Grèce.

Des exportations stabilisées malgré l'embargo russe

En 2014, les exportations européennes avaient fléchi de 7,5% /2013, suite à l'embargo russe en vigueur depuis août 2014. En 2015, elles ont été stabilisées au niveau de 2014 (720 000 t) grâce à des ventes très dynamiques vers les autres grands clients : +17% vers les États-Unis (140 000 t), 1^{er} marché en valeur avec une bonne part de spécialités fromagères italiennes et françaises, +48% vers le Japon (69 000 t), +24% vers l'Arabie Saoudite (39 000 t), +60% vers la Corée du Sud (35 000 t), +20% vers l'Algérie (27 000 t), +44% vers l'Égypte (21 400 t), +12% vers l'Australie (20 500 t)... Le total des expéditions supplémentaires a ainsi représenté les 3/4 des volumes perdus vers la Russie.

Les expéditions ont progressé en partance des Pays-Bas (+9%) à 133 000 t, qui a conforté sa place de 1^{er} exportateur européen, mais aussi de France, d'Allemagne et d'Italie (+3%), respectivement à 108 000 t, 94 000 t et 87 000 t. En revanche, elles ont fléchi de 18% en partance de Pologne (47 600 t) et du Danemark (54 000 t). Ces six pays réalisent près des 3/4 des exportations extracommunautaires.

5 LE MARCHÉ EUROPÉEN DES PRODUITS LAITIERS

MARCHÉ DU BEURRE

Le marché du beurre a été un peu moins chahuté que celui des poudres grâce à une consommation dynamique en Europe et aux États-Unis et à une bonne compétitivité européenne à l'export. Il a néanmoins subi une nouvelle dégradation en 2015 qui s'achève avec des stocks encore étoffés.

COURS DU BEURRE CUBE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après ATLA & ZMB

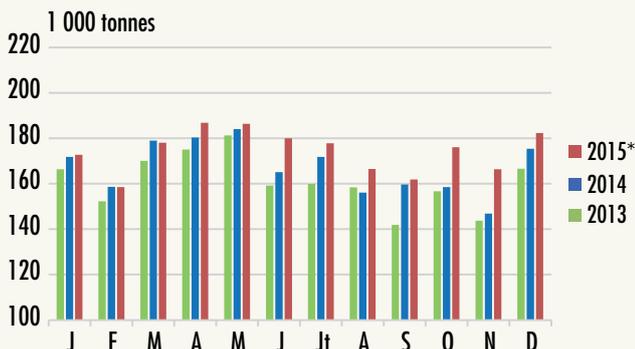
À 3 017 €/t en moyenne annuelle, la cotation ATLA du beurre vrac en France a encore reculé de 11% en 2015. Soulagé en début d'année par la baisse de la collecte européenne, le marché s'est progressivement alourdi à partir d'avril ramenant la cotation à 2 885 €/t en décembre.

Des fabrications européennes dynamiques

Quasi stagnantes jusqu'en mai (+1% /2014), les fabrications européennes de beurre ont ensuite vivement progressé avec la reprise de la collecte (+8% sur juin-décembre). Estimées à 2,2 millions de tonnes sur l'année, elles excèdent de près de 5% leur niveau 2014 (+100 000 t) et enregistrent un nouveau record.

Elles ont été particulièrement dynamiques en Irlande (+19%), en Pologne (+10%), en Allemagne, 1^{er} producteur européen (+6%) et aux Pays-Bas (+5%). Elles ont en revanche à peine progressé en France, 2^{ème} producteur européen (+1%) et elles ont reculé au Royaume-Uni (-7%).

FABRICATIONS DE BEURRE DANS L'UE



*estimations

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Consommation européenne robuste et croissante

Estimée par bilan, l'utilisation de beurre dans l'Union européenne a dépassé 2,0 millions de tonnes. Elle aurait progressé de plus de 2%, plus vite que la démographie (+0,4%). La consommation moyenne par habitant atteindrait ainsi près de 4,0 kg (+100 g /2014).

Nette hausse des exportations

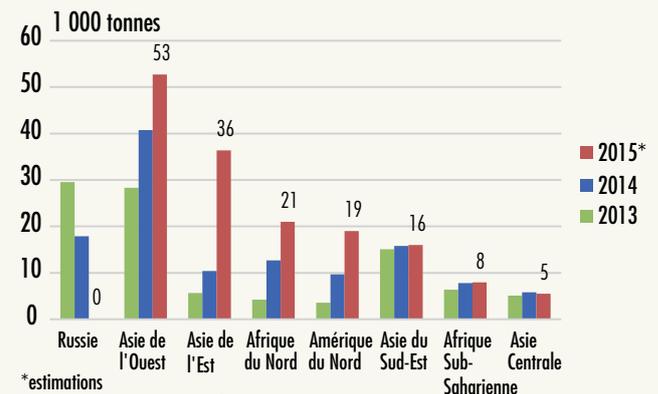
Les exportations européennes de beurre et *butter oil* ont fortement progressé atteignant 194 000 t (+30% /2014). Elles ont bénéficié du retrait des exportations états-uniennes et d'une bonne compétitivité face aux exportations océaniques. La chute des envois vers la Russie a été largement compensée par des hausses à destination du Moyen-Orient, du Maghreb et des États-Unis ainsi que de la Chine où l'UE a gagné des parts de marché.

Les Pays-Bas ont fortement accru leurs envois, notamment de *butter oil* (x4) devenant le principal exportateur européen. Les expéditions ont aussi nettement progressé au départ d'Irlande et du Danemark et plus modestement depuis l'Allemagne. Faute de disponibilités, les exportations françaises ont stagné et les envois finlandais, fortement impactés par la fermeture du marché russe, ont été divisés par deux.

Nouveau renforcement des stocks

Les exportations ont absorbé la moitié des fabrications supplémentaires de beurre et l'UE a par ailleurs sensiblement réduit ses importations. Malgré tout, les stocks privés dans les entreprises auraient progressé de 10 à 20 000 t en 2015, retrouvant quasiment le niveau de 2008 (150 000 t). Cela a incité les transformateurs à utiliser le dispositif d'aide au stockage privé disponible toute l'année : 141 000 t en ont bénéficié en 2015, presque 7 fois plus qu'en 2014 et légèrement plus qu'en 2012.

EXPORTATIONS DE BEURRE SELON LES DESTINATIONS



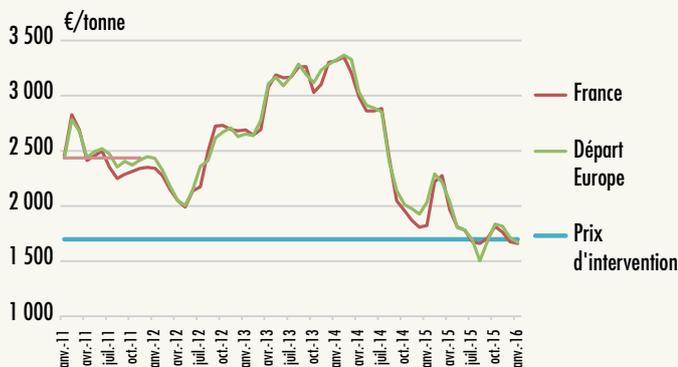
*estimations

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

POUDRES DE LAIT

Le marché des protéines laitières s'est encore dégradé en 2015 face au déséquilibre offre/demande. L'UE a de nouveau accru ses exportations de poudre maigre mais les stocks ont encore gonflé.

COURS DE LA POUDRE MAIGRE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après ATLA & ZMB

Le marché européen des protéines laitières s'est encore dégradé en 2015. Après un redressement en début d'année jusqu'à 2 275 €/t en mars, la cotation ATLA de la poudre maigre a dégringolé jusqu'à 1 680 €/t en décembre, malgré un petit rebond en début d'automne. Elle est ainsi passée sous le seuil d'intervention à l'été puis de nouveau en fin d'année. En moyenne annuelle, elle ne dépasse pas 1 848 €/t, 30% en deçà de son niveau 2014 et à peine 54 € au-dessus du niveau 2009.

Nouvelle hausse des fabrications de poudre maigre

Jouant leur rôle de report, les fabrications européennes de poudre maigre ont été dynamiques toute l'année progressant de 8% /2014 (+122 000 t), à 1,67 million de tonnes, après +26% en 2014. L'essentiel des fabrications supplémentaires a été réalisé en Irlande (x2 /2014), en Allemagne (+11%), en Belgique (+8%) et aux Pays-Bas (+9%). La France reste leader mais ses fabrications sont demeurées stables. 4^{ème} producteur européen, la Pologne a réduit ses fabrications de 5%.

Les fabrications de poudres grasses ont fortement chuté en début d'année avant de se redresser au 2nd semestre grâce à un regain de compétitivité face aux poudres néo-zélandaises. A 793 000 t sur l'année, elles ont tout de même reculé de 3% /2014. Elles n'ont progressé qu'en Allemagne (+2%) et au Danemark (+1%), et se sont repliées chez les deux leaders -légèrement aux Pays-Bas (-1%) et plus nettement en France (-5%) - ces 4 pays ayant fait les ¾ des fabrications européennes.

Progression plus modeste des exportations

Après un bond de 33% en 2014, les exportations européennes de poudres de lait ont progressé de 3,5% en 2015, à 1,07 million de tonnes, flanchant toutefois en fin d'année. Les ventes se sont accrues vers le Moyen-Orient et toute l'Asie plus généralement.

En Chine, l'UE a fortement accru ses ventes de poudres grasses (+85%, à 15 400 t) après la chute de 2014, mais elle a perdu des parts de marché sur la poudre maigre, réduisant ses ventes de 15% (à 53 500 t).

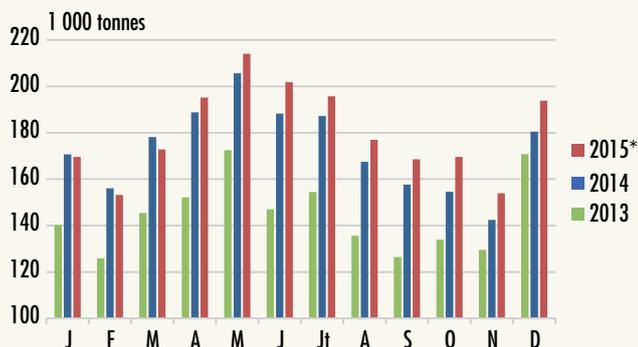
Les envois ont aussi progressé vers l'Amérique Latine, destination plus secondaire. Ils ont en revanche reculé vers l'Afrique Sub-Saharienne (-6%) et chuté vers l'Afrique du Nord (-52%) où l'Algérie, principal client, a réduit ses achats de poudre maigre et privilégié d'autres fournisseurs pour les poudres grasses.

Six pays assurent près de 80% des exportations européennes de poudre de lait : les Pays-Bas et la France ont accru leurs envois de 4 et 5%. Suivent l'Allemagne (+30% /2014) puis la Belgique, la Pologne et le Danemark. La hausse des exportations n'a toutefois absorbé qu'un peu moins de 40% des fabrications supplémentaires et les stocks en entreprises ont doublé jusqu'à 300 000 t fin 2015 selon ZMB. Par ailleurs 40 000 tonnes ont été placées à l'intervention publique.

Les expéditions de poudre de lactosérum progressent également

L'UE a accru ses exportations de poudre de lactosérum, de +7% /2014 à 538 000 t, dont 31% issues de France, 19% de Pologne, 15% d'Allemagne et 10% des Pays-Bas. 40% des volumes ont pris le chemin de l'Asie du Sud-Est avec une demande en hausse notamment en Indonésie et en Thaïlande. 30% des volumes ont pris le chemin de la Chine mais l'UE y a perdu quelques parts de marché au profit de l'Océanie et de l'Amérique Latine.

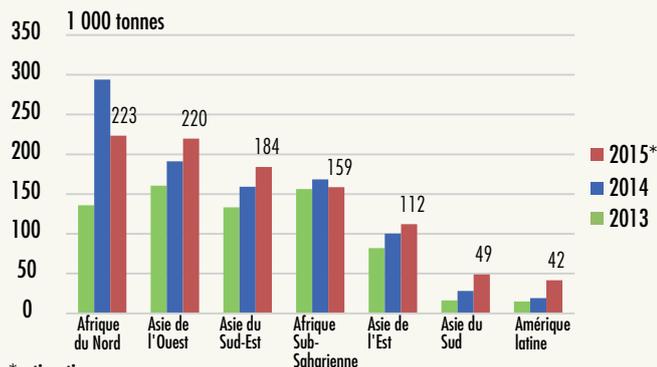
FABRICATIONS DE POUDRES DE LAIT DANS L'UE



* Estimations pour 2015

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS DE POUDRES DE LAIT SELON LES DESTINATIONS



* estimations

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

LE MARCHÉ FRANÇAIS DES PRODUITS LAITIERS

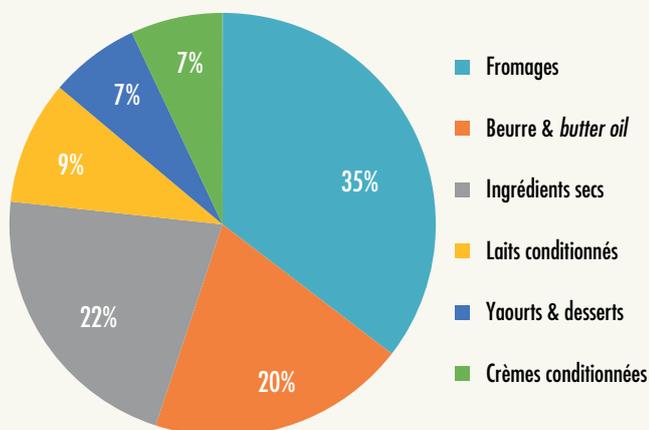
Une stratégie d'exportations d'ingrédients secs à bas prix pour limiter les stocks

2015, année de l'abolition des quotas laitiers, s'est caractérisée un déséquilibre entre l'offre et la demande dont on ne voit pas la fin. Les opérateurs français ont subi la concurrence des européens sur les marchés domestique et intracommunautaire : la commercialisation de laits de consommation, de produits ultra-frais et des fromages peu différenciés s'est avérée laborieuse. En revanche, ils ont pu bénéficier d'un marché des matières grasses laitières moins dégradé, ainsi que d'un positionnement commercial sur des fromages « spécialités » qui a limité l'impact de la baisse des cours mondiaux. Néanmoins, les industriels français n'ont eu d'autre choix que d'adopter une stratégie de « saupoudrage » d'ingrédients secs à bas prix afin d'écouler leurs stocks sur les marchés internationaux.



COLLECTE 2015

UTILISATION DE LA COLLECTE FRANÇAISE EN 2015 (% DE MSU)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer et Cniel

28%

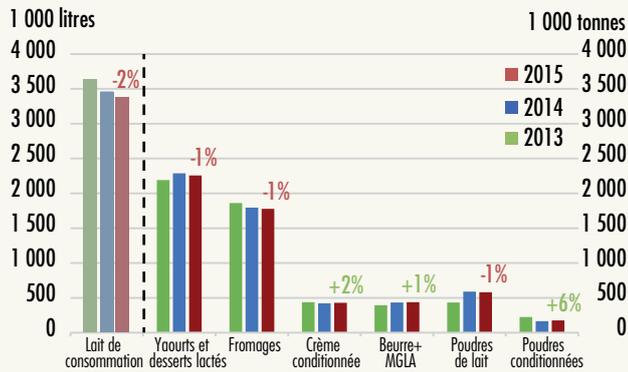
c'est la part de la collecte (en % de la Matière Sèche Utile) utilisée pour les fabrications de produits industriels.

En 2015, près des $\frac{3}{4}$ de la collecte française (72%) ont été transformés en Produits de Grande Consommation (fromages, laits conditionnés et ultra-frais), destinés aux marchés français et européen. Néanmoins, depuis la fin des années 2000, la morosité de la demande intracommunautaire et l'explosion de demande internationale ont incité les opérateurs à s'orienter toujours davantage vers les produits industriels (beurres industriels, caséines, poudres de lait et de lactosérum), plus facilement exportables ou stockables. Cette tendance s'est de nouveau confirmée en 2015, face à une offre excédentaire.

Les produits industriels ont pesé pour près de 28% de l'utilisation de la collecte française (exprimée en Matière Sèche Utile), contre seulement 26% en 2010. Les fabrications fromagères sont restées dominantes et ont absorbé près de 35% de la MSU. Néanmoins elles ont plutôt eu tendance à se replier malgré une collecte quasiment stable. Les laits conditionnés, les yaourts et les desserts ont poursuivi leur lente érosion et n'ont pesé que pour 16% de la MSU, contre près de 19% dix ans plus tôt. Seules les matières grasses laitières, beurre (20% de la MSU) comme crème (7% de la MSU), et les poudres de lait ont absorbé davantage de lait qu'en 2014.

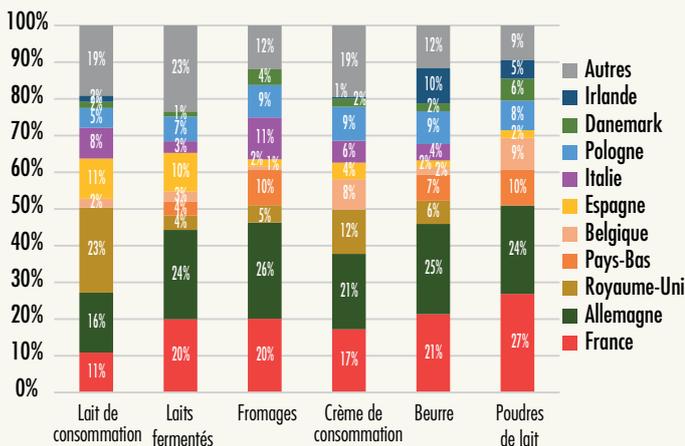
FABRICATIONS 2015

FABRICATIONS FRANÇAISES DE PRODUITS LAITIERS



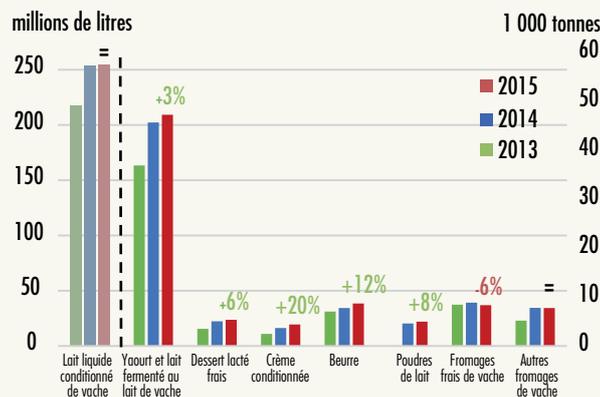
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

PLACE DE LA FRANCE DANS LES FABRICATIONS EUROPÉENNES DE PRODUITS LAITIERS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

FABRICATIONS FRANÇAISES DE PRODUITS LAITIERS BIO



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Face à une demande intérieure stagnante et à des produits importés compétitifs, les fabrications de produits de grande consommation se sont repliées. Seules les matières grasses laitières ont été épargnées.

Erosion des produits frais

Les fabrications de lait de consommation et de yaourts ont poursuivi leur érosion en 2015, au même rythme que les années précédentes. Le segment souffre d'une consommation française déclinante et de la concurrence des substituts végétaux (soja, amande..). Seuls les desserts lactés (frais et de conserve) ont connu une progression notable. La France reste cependant le 3^{ème} fabricant européen de laits conditionnés et le 2^{ème} de laits fermentés, avec respectivement 11% et 20% de la production européenne.

Repli des fabrications fromagères

Même les fromages, jusqu'ici relativement épargnés, ont enregistré un repli de 1% sous l'effet de l'alourdissement du marché européen et de l'embargo russe. La baisse des fabrications a été quasi-générale, exception faite des pâtes pressées non cuites, tirées par la raclette, et des pâtes filées, type mozzarella, qui profitent d'une croissance régulière. La demande française est restée atone et le débouché européen est totalement saturé, laissant peu d'espace pour positionner les fromages les moins différenciés. En outre, la compétition intra-européenne s'est très nettement intensifiée, sur le marché communautaire mais également avec l'arrivée de fromages bons marchés sur le marché français. Avec 20% des fabrications européennes (contre 21% en 2014), la France demeure le 2^{ème} producteur de fromages, derrière l'Allemagne et devant l'Italie.

Maintien des ingrédients secs, hausse des matières grasses

Face à la lourdeur des marchés, les fabrications de produits secs se sont maintenues au plus haut niveau. La France s'est positionnée au rang de 1^{er} producteur européen de poudres de lait, avec 27% des volumes. Les fabrications de poudre maigre sont restées stables à 442 000 tonnes et les poudres conditionnées ont atteint un nouveau record, à près de 176 000 tonnes (+6% /2014). En revanche, les fabrications de poudres grasses, dont le marché est trusté par la Nouvelle-Zélande, se sont repliées (-4%). Les matières grasses laitières, dont la France est déficitaire, semblent avoir été moins impactées par la lourdeur des marchés, avec des fabrications en hausse de 2% pour les crèmes conditionnées et de 1% pour le beurre.

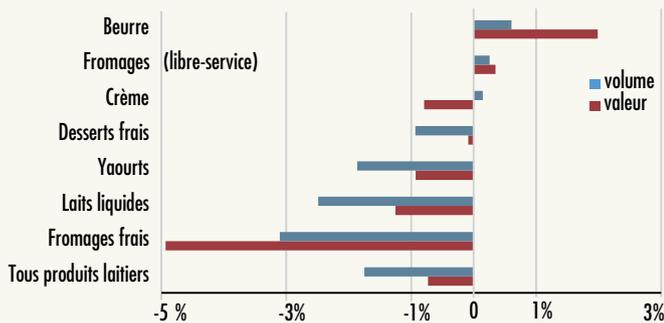
Le lait biologique s'en sort mieux, mais sur des volumes encore faibles

La crise qui touche le secteur du lait de vache a créé un appel d'air très favorable à l'agriculture biologique. La croissance de la collecte de lait bio a été quasi-intégralement transformée en lait de consommation et en ultra-frais, dont les ventes bénéficient d'une croissance à contre-courant de l'érosion observée en conventionnel ces dernières années. Les fabrications de beurre et de crèmes ont également progressé, respectivement de 20% et de 12%. Seuls les fromages frais ont enregistré une contre-performance, avec un repli de 6% à 8 300 tonnes. Les produits issus de l'agriculture biologique constituent une diversification intéressante qui gagne du terrain sur les segments des PGC frais. Le lait bio ne représente que 2% de la collecte mais pèse aujourd'hui de façon plus significative dans les fabrications françaises de laits conditionnés (7,5%), de yaourts (3%) et de beurre (5%).

6 LE MARCHÉ FRANÇAIS DES PRODUITS LAITIERS

CONSOMMATION 2015

ÉVOLUTION DES VENTES ANNUELLES DE PRODUITS LAITIERS EN GMS (% /2014)

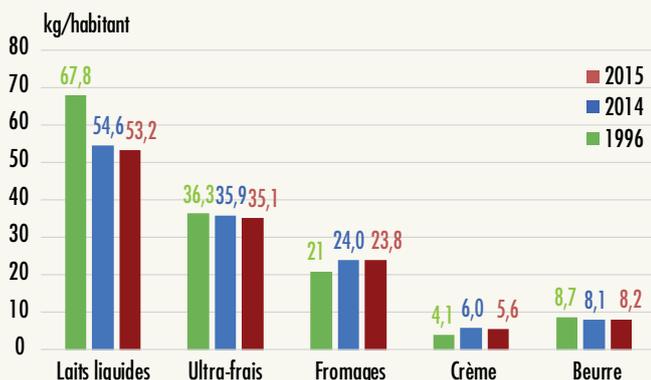


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après IRI-Cniel

Un marché domestique déprimé

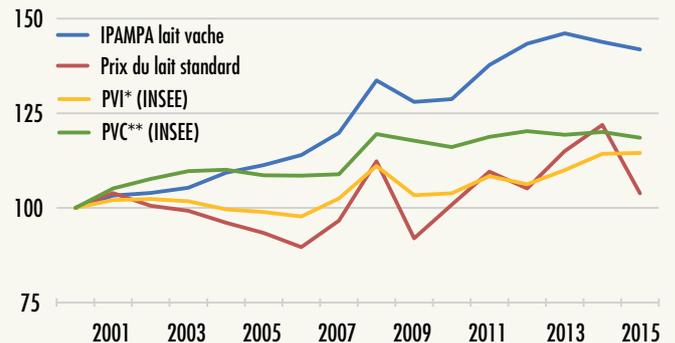
En 2015, les ventes de produits laitiers en libre-service des GMS se sont de nouveau contractées selon le panel IRI-CNIEL, de 1,7% en volume et de 0,7% en valeur d'une année sur l'autre. Les ventes de fromages frais se sont effondrées, perdant près de 3% en volume, malgré une baisse marquée du prix de vente (-2%/2014). Dans la lignée des 3 années précédentes, les laits liquides et les ultra-frais (yaourts et desserts lactés) ont poursuivi leur repli, de respectivement 2,5 et 2% en volume. La progression du prix de vente a cependant limité la baisse du chiffre d'affaires. Alors qu'elles n'ont cessé de croître sur la dernière décennie, les ventes de crèmes se sont à peine maintenues en 2015, malgré un prix en baisse. Seules les ventes de crèmes UHT ont progressé, au détriment des crèmes fraîches. Du côté des fromages, le bilan des ventes est atone (+0,3%) alors qu'elles semblaient jusqu'ici relativement épargnées par l'érosion de la consommation. Seules les ventes de beurre ont

ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION INDIVIDUELLE DE PRODUITS LAITIERS EN FRANCE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Cniel, Eurostat et FranceAgriMer

INDICE DU PRIX DU LAIT ET DES PRODUITS LAITIERS (100 EN 2000)



*PVI = Prix de Vente Industriel

**PVC = Prix de Vente aux Consommateurs

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INSEE & SSP

échappé à la morosité ambiante. Les formats plus qualitatifs, type moulés ou beurriers, ont progressé au détriment des plaquettes, faisant grimper le prix moyen de vente.

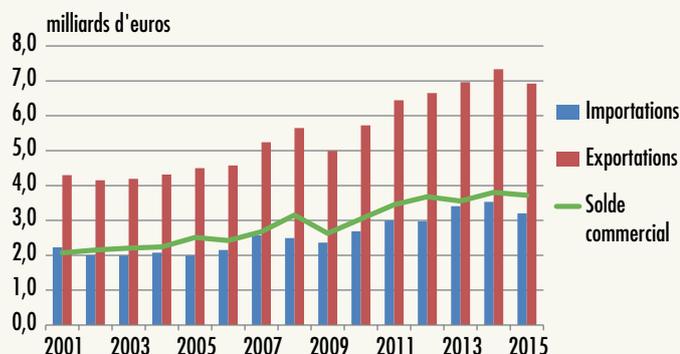
Erosion de la consommation individuelle

D'après nos estimations par bilan, la consommation par habitant de laits liquides a poursuivi sa chute en 2015, à 53,2 kg, largement sous de la moyenne européenne (60,5 kg par habitant). De même, la consommation de produits ultra-frais, après une forte période de croissance entre 1996 et 2007 où elle culminait à 40 kg/hab., s'est effondrée, à seulement 35,1 kg/hab. Les Français restent parmi les plus grands consommateurs de fromages au monde, avec près de 23,8 kg par personne (dont environ 18 kg/hab. de fromages affinés). Néanmoins, pour la seconde année consécutive, la consommation par habitant s'est repliée, de près de 200 g en 2015. La consommation individuelle de crème conditionnée, en progression constante sur la dernière décennie, a enregistré une contre-performance en 2015, avec une baisse de près de 400 g par habitant. Seul le beurre a enregistré une progression, à 8,2 kg/hab./an, en raison du moindre attrait des substituts à base de matières grasses végétales et du retour du « cuisiné maison ».

Des transmissions de prix difficiles

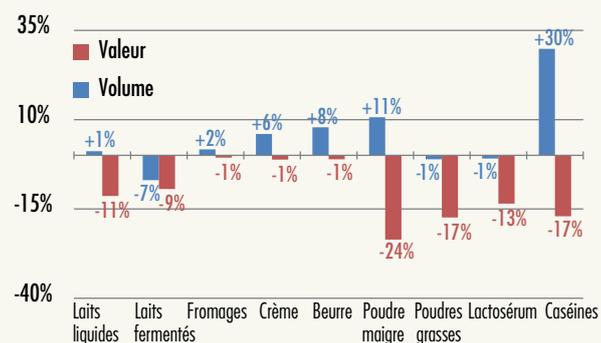
L'engorgement des marchés a tendu les relations commerciales, face à une distribution qui se livre une guerre des prix toujours plus intense. Si la pression sur les prix de vente industriels semble avoir été assez limitée selon l'INSEE, le recours accru à des produits d'importation bon marché a contribué au repli du prix au détail, dont l'indice recule d'un point. Les variations de prix sur le marché domestique sont, somme toute, restées relativement modestes mais le prix du lait s'est effondré, impacté par la chute des cours sur le marché mondial des ingrédients secs. L'indice du prix du lait a chuté de près de 15 points, alors que l'IPAMPA-lait de vache n'a cédé qu'un point.

COMMERCE EXTÉRIEUR DES PRODUITS LAITIERS



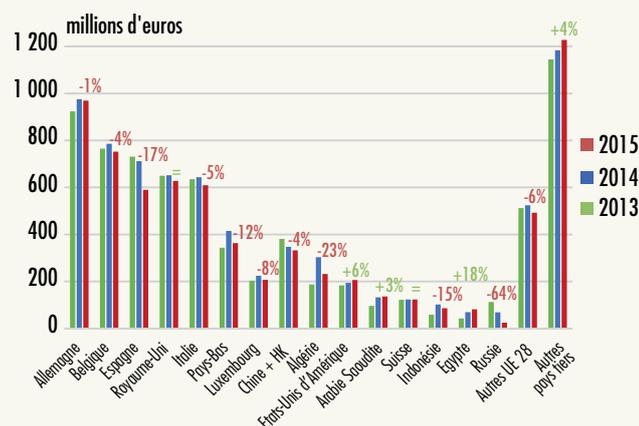
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Cniel & SSP

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS ANNUELLES EN 2015 (% /2014)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS FRANÇAISES DE PRODUITS LAITIERS SELON LES DESTINATIONS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

En 2015, malgré des expéditions en hausse, l'excédent commercial français s'est dégradé sous l'effet de la chute des prix.

Repli de l'excédent commercial

En 2015, l'excédent commercial français a connu un repli de près de 2%, à 3,7 milliards d'euros selon nos estimations. Malgré une croissance marquée des expéditions, la chute du cours des produits laitiers a plombé la valeur des exportations françaises à 6,9 milliards d'euros (-6% /2014). La valeur des importations s'est également repliée, à 3,2 milliards d'euros, mais sans inverser la tendance. D'autant que les concurrents européens ont commercialisé davantage de produits de consommation sur le marché français. Les importations ont bondi de 11% (32 000 tonnes) pour les fromages (+11% /2014), à 335 000 tonnes (+9%) pour les laits liquides, quasi-exclusivement sous forme conditionnée. Seuls les achats de matières grasses (beurre et crème) ont reculé. La balance commerciale reste négative pour le beurre, mais est finalement devenue positive pour la crème.

Des difficultés pour positionner des produits frais sur le marché européen

Les opérateurs français ont rencontré de grandes difficultés pour vendre leurs PGC sur le marché intra-communautaire. Les envois de lait liquide en vrac ont progressé (+4%), notamment vers l'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas, alors que les envois de laits conditionnés se sont repliés (-3% /2014). Les expéditions de laits fermentés ont plongé de près 7%, du fait notamment de la chute très marquée des envois de yaourts vers l'Espagne. Les volumes de fromages exportés ont légèrement progressé (+2%), mais le solde commercial s'est dégradé en volume comme en valeur. Seul le commerce extérieur des matières grasses a évolué favorablement avec une hausse des ventes de 8% pour le beurre et de 6% pour la crème. La Belgique et les Pays-Bas ont absorbé les ¾ des volumes de beurre supplémentaires, très probablement pour être ensuite réexportés vers les pays tiers.

Des envois d'ingrédients secs dynamiques, mais à bas prix

Les exportations de poudres de lait (maigre et grasses) ont atteint un niveau record en 2015, à près de 365 000 tonnes (+8% /2014). Néanmoins, la chute des cours mondiaux a très clairement dégradé la valeur des ventes (-14%). Les autres ingrédients secs ont connu des évolutions contrastées, stabilité des volumes pour le lactosérum, augmentation des envois pour les caséines, mais avec pour constante la dégradation de la valeur des envois.

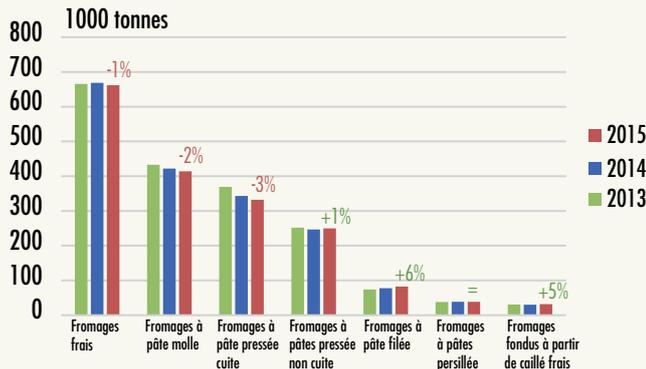
Une progression exclusivement vers les pays tiers

Tous produits laitiers confondus, la valeur des exportations françaises a reculé vers quasiment toutes les destinations en 2015. Néanmoins, ce repli a été nettement plus marqué vers l'UE que vers les pays tiers. Certaines destinations ont même profité de la baisse des prix pour augmenter significativement leurs achats. Les expéditions françaises ont ainsi progressé vers les États-Unis, l'Arabie Saoudite, l'Égypte ainsi que vers de très nombreuses destinations secondaires. L'export vers les pays tiers a ainsi pesé pour près de 35% de la valeur totale des envois, soit 2,4 milliards d'euros, contre à peine 29% cinq ans plus tôt.

6 LE MARCHÉ FRANÇAIS DES PRODUITS LAITIERS

FROMAGES FRANÇAIS

ÉVOLUTION DES FABRICATIONS FRANÇAISES DE FROMAGES PAR TYPE

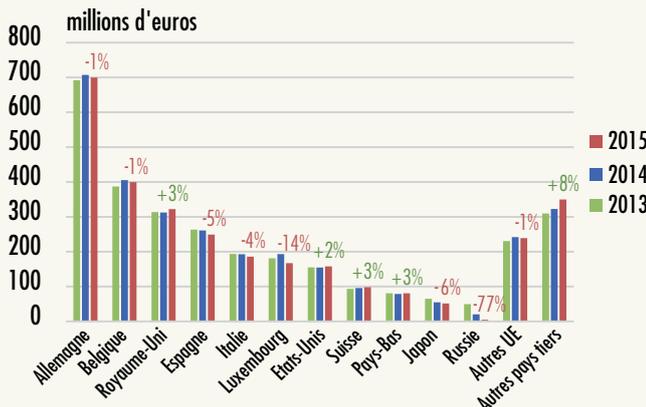


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Un marché atone

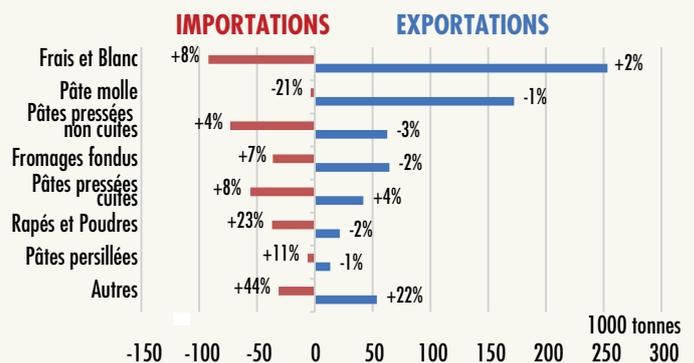
Les fabrications de fromages ont dû s'adapter à une consommation domestique atone et à un marché export alourdi. L'embargo russe d'août 2014 avait abouti à un coup d'arrêt des fabrications. Face à des débouchés toujours hésitants et à l'accroissement de la concurrence sur les fromages les moins différenciés, l'année 2015 a même vu les fabrications françaises de fromages se replier de 17 000 tonnes (-1% /2014), à 1,78 million de tonnes. Les pâtes pressées cuites, emmental en tête, ont enregistré le plus important recul, de près de 11 000 tonnes (-3%). De même une baisse a été observée pour les fromages à pâte molle (-7 600 tonnes, -2%) et les fromages frais (-6 800 tonnes, -1%). En revanche, les pâtes pressées non cuites ont connu une progression significative (+3 400 tonnes, +1%), tirées par le succès de la raclette (+7%). Enfin la croissance des fromages à pâte filée, type mozzarella, n'a pas ralenti : à 82 000 tonnes, soit 49% de plus que 5 ans plus tôt, cette catégorie ne cesse de progresser

ÉVOLUTION DES ACHATS EN VALEUR DE FROMAGES FRANÇAIS SELON LES DESTINATIONS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

COMMERCE EXTÉRIEUR DES FROMAGES FRANÇAIS PAR TYPE EN 2015 ET ÉVOLUTION (% /2014)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

pour répondre à une utilisation croissante dans les plats cuisinés et les salades.

Dégradation des soldes commerciaux en volume

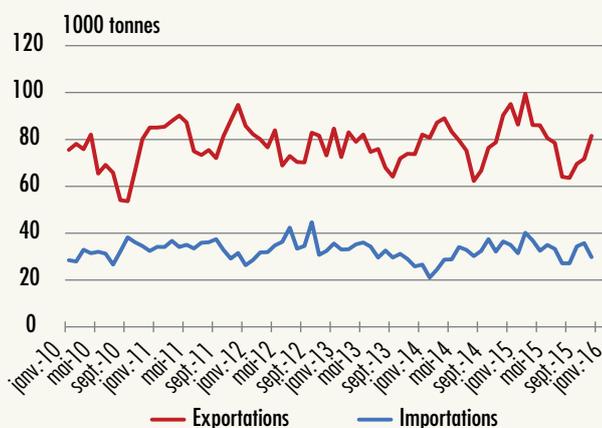
Le solde commercial français des fromages s'est dégradé en volume, de près de 21 000 tonnes. Les importations ont bondi de 11%, soit 32 500 tonnes supplémentaires, pour toutes les catégories de fromages à l'exception des pâtes molles. Les fromages souvent peu différenciés (frais, à pâte pressée cuite, râpés et en poudre) ont connu des hausses significatives, en provenance principalement d'Allemagne et des Pays-Bas. De l'autre côté les exportations n'ont progressé que de 11 000 tonnes (+2%), à 684 000 tonnes, tirées principalement par la hausse des envois de fromages frais. Avec une consommation des ménages tout juste positive pour les fromages affinés (+0,3% /2014) et très nettement en recul pour les fromages frais (-3% /2014), le marché domestique a été approvisionné par davantage de fromages d'importation.

Des fromages bien valorisés vers les pays tiers

À près de 3 milliards d'euros, les exportations françaises de fromages (43% du total des produits laitiers) ont reculé de 0,6% en valeur, malgré des volumes en hausse de 1,7%. Le prix des fromages français, composés d'une part importante de fromages « spécialité », a cependant remarquablement bien résisté à la dégradation des marchés. À 4 400 € /t en moyenne, il n'a baissé que de 2% d'une année sur l'autre. À titre de comparaison, le prix moyen des fromages ingrédients exportés par l'Allemagne a chuté de près de 13%, à 2 900 €/t. Ce positionnement qualitatif a permis de dégager des résultats très convenables au regard de l'engorgement du marché mondial. Le débouché européen, Allemagne en tête, est resté très dominant, avec près de 78% des ventes de fromages. Néanmoins, à 2,34 milliards d'euros, il s'est contracté de près de 49 millions d'euros (-2%). En revanche, les envois vers les pays tiers ont bien progressé, de près de 14 millions d'euros (+2%). Outre la chute « politique » des envois vers la Russie et le recul des achats japonais, de très nombreux pays ont importé davantage de fromages français.

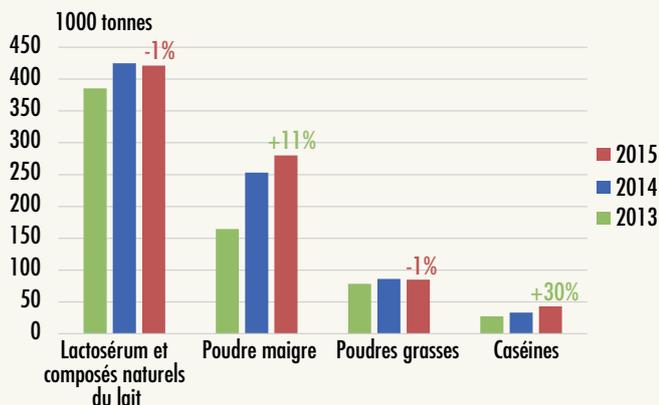
FOCUS LAIT ET INGRÉDIENTS LAITIERS

ÉCHANGES EXTÉRIEURS DE LA FRANCE EN LAITS LIQUIDES



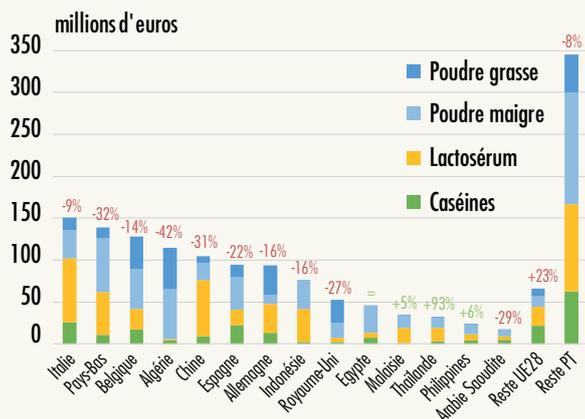
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS FRANÇAISES D'INGRÉDIENTS SECS EN VOLUME



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS SECS EN 2015 EN VALEUR ET ÉVOLUTION PAR RAPPORT À 2014



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Plus de laits exportés en vrac

A 963 000 tonnes, les exportations de laits liquides ont très légèrement progressé en 2015, de 11 000 tonnes (+1%). Elles ont évolué de façon opposée entre le lait vrac, matière première, et les laits conditionnés. D'un côté, les opérateurs ont vendu davantage de lait vrac (+3%) sur le marché spot, notamment vers l'Allemagne et les Pays-Bas. Au total, 65% des exportations françaises de laits liquides ont été réalisées sous cette forme. De l'autre, les envois de lait conditionnés se sont contractés de près de 3%, à 339 000 tonnes.

Face à la concurrence accrue de nos voisins européens, les expéditions ont reculé de 4% vers l'UE à 28 et de 2% vers les pays tiers.

Les importations françaises de laits liquides ont à l'inverse très nettement progressé, de près de 9% à 398 000 tonnes. Elles sont composées à 58% de laits conditionnés en provenance de Belgique, d'Allemagne, d'Espagne et des Pays-Bas, qui sont commercialisés dans les rayons libre-service des GMS françaises.

Toujours plus d'ingrédients secs exportés

Les expéditions de poudre maigre ont atteint un nouveau record en 2015 : à près de 280 000 tonnes, elles ont bondi de 11% d'une année sur l'autre. Celles de caséines ont également rebondi, 43 000 tonnes (+30%). La baisse du prix de vente des ingrédients secs a permis à de nombreux pays d'acheter davantage de produits laitiers. D'autant plus que la dépréciation de l'euro face au dollar a redonné de la compétitivité aux ingrédients européens.

Les expéditions de lactosérum et de poudres grasses se sont en revanche légèrement repliées (-1% /2014). Elles ont toutefois relativement bien résisté au retrait de la Chine, qui a réduit ses achats de poudres grasses de moitié par rapport à 2014.

Un « saupoudrage » vers de nombreuses destinations

Les industriels français ont dû mener une stratégie de « saupoudrage » afin d'écouler une partie de leurs stocks sur un marché mondial engorgé. A 1,5 milliard d'euros, la valeur totale des expéditions d'ingrédients secs a reculé de près de 345 millions d'euros (-19%), sous l'effet de la baisse des cours mondiaux. Les envois vers l'UE ont davantage reflué (-20%) que ceux vers les pays tiers (-17%), et ne pèsent plus que pour 48% du total. En outre, les exportations d'ingrédients secs vers la Belgique et les Pays-Bas sont principalement réexportées.

Les ventes aux grands « clients » extracommunautaires ont nettement reflué, notamment vers l'Algérie (-42%), la Chine (-31%) ou encore l'Indonésie (-16%). Néanmoins, les expéditions ont remarquablement progressé vers l'Égypte ainsi que vers une kyrielle de destinations secondaires, limitant ainsi la baisse en valeur des envois vers pays tiers malgré l'importante chute des prix. Le chiffre d'affaires s'est même apprécié vers certains pays d'Asie du Sud-Est : Malaisie (+5%), Thaïlande (+93%) ou encore Philippines (+6%)

7

LES PRÉVISIONS 2016

Déjà écrite pour le 1^{er} semestre 2016, la croissance de la production européenne pourrait être stoppée au 2nd semestre en réponse à une conjoncture qui resterait dégradée. Si certains éleveurs nord-européens poursuivront dans une dynamique de croissance des volumes, d'autres seront poussés à quitter la production au vu de leur situation économique et financière.

Au total, la production européenne progresserait de 1% en 2016, ce surplus alimentant surtout la production de fromages.



EUROPE 2016

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ EUROPÉEN EN LAIT DE VACHE

	2012	2013	2014	2015e	2016p	2016/15
Vaches laitières en décembre (millions de têtes)	23,2	23,5	23,6	23,6	23,4	-1%
Approvisionnement (millions de tonnes équivalent lait)						
Production laitière	152	154	160	163	164	+0,5%
Collecte laitière	141	142	148,5	151,8	153,3	+1%
Variation de stock	-1	0	1,5	1,5	0	
Importations	2	1	2	1	1	+16%
Exportations	16	15	17	18	19	+5%
Utilisation européenne	138	140	144	145	146	+1%
Fabrications (1 000 tonnes de produits)						
Fromages	9 461	9 514	9 692	9 828	9 970	+1%
Beurre	2 030	2 015	2 105	2 204	2 250	+2%
Poudres de lait	1 940	1 990	2 370	2 465	2 450	-1%
Poudre de lactosérum	2 100	2 200	2 200	2 200	2 220	+1%

e Estimations
p Prévisions

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat, ZMB et prévisions propres

Cheptel européen stabilisé

Le cheptel laitier européen pourrait au mieux se stabiliser, voire diminuer au 2nd semestre 2016, dans le cas d'une poursuite de la crise laitière tout au long de l'année 2016, qui paraît la plus probable. Le cheptel européen de vaches laitières a été stabilisé en 2015, après deux ans de progression. L'effectif de génisses laitières de moins de deux ans était encore en hausse de 2% /2014 d'après les inventaires de décembre 2015.

L'effectif de vaches laitières se stabiliserait dans l'UE-15 autour de 18,5 millions de têtes, malgré la présence de nombreuses génisses laitières. Dans les nouveaux États, membres de l'UE, la restructuration se poursuivra voire s'intensifiera, d'autant que les élevages productifs disposent de génisses abondantes pour renouveler et étoffer leur troupeau. Auquel cas l'effectif de vaches laitières dans cette UE-13 pourrait reculer, au moins au même rythme qu'en 2015, et se situer entre 5,0 et 5,1 millions de vaches laitières fin 2016.

Croissance certaine de la production laitière au 1^{er} semestre

La crise laitière ne devrait pas provoquer de ralentissement de la production laitière au 1^{er} semestre. Elle progresse mécaniquement au 1^{er} trimestre dans les pays (Allemagne, Danemark, Irlande, Pays-Bas, Pologne) où de nombreux éleveurs avaient momentanément levé le pied durant l'hiver 2015 pour limiter le montant des pénalités laitières, devenues dissuasives dans un contexte de prix du lait en forte baisse. La collecte européenne dépasserait de 3% son niveau de 2015 à pareille époque.

Au printemps, la collecte européenne devrait croître à un rythme plus modéré (+2% /2015) par rapport au niveau de 2015 marqué par le redécoupage des volumes suite à l'abolition des quotas. Nous ne percevons aucun signal avant-coureur d'un tassement rapide de la croissance de la production laitière jusqu'en juin, notamment en Europe du Nord. Les éleveurs y poursuivront leur stratégie de dilution des charges de structure jusqu'à saturation de leur capacité de logement des animaux. De plus, ils disposeront d'aliments du bétail redevenus progressivement bon marché. En Irlande, où le cheptel laitier s'étoffera encore de 3 à 5% /2015, l'évolution de la production dépendra aussi des conditions climatiques. Même chose en France, d'autant que les stocks fourragers sont limités dans les régions touchées par la sécheresse en 2015 et que les éleveurs feront face au printemps à des correctifs saisonniers qui impacteront à la baisse le prix du lait. En Pologne, la croissance de la production est freinée par des réserves fourragères plutôt limitées. Ailleurs, en Europe du Sud et de l'Est, la collecte laitière devrait au mieux se stabiliser au 1^{er} semestre 2016.

Croissance incertaine au 2nd semestre

Parmi les nombreux facteurs qui influencent la production laitière, un est malheureusement déjà connu. Il s'agit de la conjoncture qui s'annonce, sauf évènement exceptionnel,

aussi dégradée qu'au 1^{er} semestre 2016. Le faible prix du lait à la production a d'ores et déjà des conséquences dommageables, parfois irréversibles, sur la situation économique et financière des exploitations laitières. Il peut, dans un délai plus ou moins long selon les régions laitières, entraîner un vaste mouvement de cessations laitières touchant les éleveurs les plus exposés financièrement (récents investisseurs, agriculteurs en début de carrière), mais aussi les plus mobiles (diversifiés, disposant d'alternatives) sans compter les arrêts anticipés (éleveurs âgés, peu performants techniquement, isolés..).

Un tel scénario n'épargnera aucun bassin, mais frappera d'abord les moins denses, les moins dotés en transformateurs laitiers et les moins compétitifs, surtout ceux situés au sud et à l'est de l'UE, et les zones de montagne sans démarcation efficace. Il entraînera ensuite un ralentissement de la croissance laitière durant l'été puis un possible arrêt de celle-ci au 4^{ème} trimestre.

En somme, la collecte annuelle de l'UE progresserait de +1% /2015. Les évolutions seront probablement contrastées selon les bassins laitiers : croissance annuelle de +2 à +2,5% pour les pays laitiers les plus dynamiques (Allemagne, Belgique, Danemark, Irlande, Pays-Bas, Pologne), stabilité en France et au Royaume-Uni, et fort tassement de 2 à 2,5% dans les pays de l'Est et du Sud.

Le supplément de collecte européenne, estimé à 1,5 million de tonnes de lait en 2016, serait finalement relativement modeste. Il serait pour une bonne part transformé en fromages et en matière grasse (beurre et crème) destinés au marché intérieur et pour une autre en ingrédients secs (poudre maigre, caséines, poudres grasses) voués à l'export. Les stocks de produits de report s'étofferont encore sûrement au 1^{er} semestre, mais pourraient reculer au 2nd en fonction de la dynamique des exportations extra-communautaires. Les stocks de reports pourraient au final se stabiliser avec des exportations sur pays tiers portées à 19 millions de tonnes équivalent lait.



DOSSIER ANNUEL

BOVINS LAIT

Année 2015
Perspectives 2016
n° 465
Février 2016
18 €

Economie de l'élevage



SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES
DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE
(GEB)

Dossier annuel Bovins viande 2015

Perspectives 2016. N° 464 - Janvier 2016

L'Inde, leader émergent sur le marché mondial de la viande bovine. N° 463 - À paraître.

Lait en Europe du Nord. Forces, faiblesses et potentiels en 2020. N° 462 - Novembre 2015.

Où va le bœuf ? Vers toujours plus de transformation ! - N° 461 - Octobre 2015

Lait en Europe du Nord. De grands écarts entre pays, mais pas de gagnant sur toutes les lignes - 11 fiches thématiques et comparatives - N° 460 - Septembre 2015

Dossier La filière viande bovine aux États-Unis. Performante et offensive. N° 459 - Juillet-Août 2015

Dossier marché mondial produits laitiers 2014. Perspectives 2015. N° 458 - Juin 2015

Dossier marché mondial viande bovine 2014. Perspectives 2015. N° 457 - Mai 2015

Dossier annuel Ovins 2014
Perspectives 2015. N° 456 - Avril 2015

Dossier annuel Caprins 2014
Perspectives 2015. N° 455 - Mars 2015

